

# Communication financière

## Résultats au 31/12/2014



### AVIS DE CONVOCAION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Les actionnaires du Crédit Immobilier et Hôtelier sont convoqués au siège social, 187, avenue Hassan II – Casablanca, en Assemblée Générale Ordinaire:

**Le Lundi 20 Avril 2015, à 11 Heures**

A l'effet de délibérer et de statuer sur l'ordre du jour suivant :

1. Ratification des modalités de convocation;
2. Lecture et examen du rapport de gestion du Conseil d'Administration au titre de l'exercice clos le 31/12/2014 ;
3. Lecture et examen du rapport des Commissaires aux comptes au titre de l'exercice clos le 31/12/2014 ;
4. Lecture et examen du rapport spécial des Commissaires aux comptes ;
5. Examen et approbation des comptes de l'exercice clos le 31/12/2014 ;
6. Affectation du résultat ;
7. Jetons de présence ;
8. Approbation des conventions visées à l'article 56 de la loi n°17-95 relatives aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée par la loi 20-05;
9. Renouvellement des mandats d'administrateurs;
10. Démission et cooptation d'un administrateur;
11. Ratification de la cooptation d'administrateurs;
12. Quitus aux membres du Conseil d'Administration.

#### Modalités de participation à l'Assemblée

Les actionnaires titulaires d'actions nominatives ont le droit d'assister à cette Assemblée sur simple justification de leur identité.

Les actionnaires détenteurs d'actions au porteur qui souhaitent participer à cette Assemblée doivent être munis d'une pièce d'identité ainsi que d'un certificat attestant le dépôt d'au moins une (1) action auprès d'un établissement agréé cinq (5) jours au moins avant la date de l'Assemblée.

Les actionnaires réunissant les conditions exigées par l'article 117 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée par la loi 20-05 relative aux sociétés anonymes disposent d'un délai de dix (10) jours à compter de la publication du présent avis pour demander l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée. Leurs demandes doivent être adressées sous pli recommandé, avec accusé de réception, au siège social, à l'adresse de contact donnée ci-dessous.

Les actionnaires seront accueillis au siège social du Crédit Immobilier et Hôtelier, 187, avenue Hassan II, le lundi 20 Avril 2015, à partir de 10H30 minutes.

Il est à rappeler, à cet égard, que les états de synthèse au titre de l'exercice 2014 ont été publiés dans les journaux suivants dûment habilités à recevoir les annonces légales :

- L'Économiste du Mardi 17 Mars 2015
- La Tribune le Jeudi 26 Mars 2015

#### Données de contact :

- Mlle Amal MOUHOUB
- Tel : 05 22 47 94 24
- Adresse : Siège Social du Crédit Immobilier et Hôtelier, 187 Avenue Hassan II.

**Projets de résolutions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire**  
**Date : Lundi 20 Avril 2015 à 11 Heures.**

#### A TITRE ORDINAIRE

##### PREMIERE RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire ratifie les modalités de la convocation faite par le Conseil d'Administration dans le fond et dans la forme et la considère valable dans tous ses effets. Elle en donne au Conseil décharge définitive.

##### DEUXIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir entendu lecture du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2014, approuve lesdits rapports dans toutes leurs parties, ainsi que les comptes de l'exercice 2014, tels qu'ils ont été établis et présentés et faisant ressortir un résultat bénéficiaire de 470.137.819,77 dirhams pour les comptes sociaux.

L'Assemblée Générale donne en conséquence aux membres du conseil d'Administration, quitus de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice 2014.

##### TROISIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, donne quitus aux commissaires aux comptes de l'accomplissement de leur mission.

##### QUATRIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels :

- Constate que le bénéfice distribuable, compte tenu du report à nouveau créditeur de 320.036.938,51 dirhams, est de 766.667.867,29 dirhams.
- Décide de fixer le montant des dividendes à distribuer comme suit :
- Dividende ordinaire à 14 dirhams par action.
- Dividende exceptionnel à 2 dirhams par action.

**Soit un montant total de dividendes de 16 dirhams par action.**

- Prend acte que le montant total à distribuer à titre de dividendes ordinaire et exceptionnel pour l'exercice 2014 s'élève à 425 729 360,00 dirhams.

- Décide d'affecter le solde du bénéfice distribuable au report à nouveau, pour un montant de 340 938 507,29 dirhams.

#### Récapitulatif de l'affectation des résultats :

(Montant en dirhams)

Bénéfice de l'exercice	470 137 819,77
Déduction des pertes antérieures	0,00
Bénéfice de l'exercice après déduction des pertes	470 137 819,77
Réserve légale (-)	23 506 890,99
Report à nouveau bénéficiaire exercice antérieur	320 036 938,51
Nouveau solde formant le bénéfice distribuable de l'exercice	766 667 867,29
Nombre d'actions	26 608 085,00
Dividende ordinaire par action	14
Dividende exceptionnel par action	2
Sommes distribuable à titre de dividendes aux actionnaires	425 729 360,00
Le solde non distribué affecté en totalité au compte report à nouveau	340 938 507,29

##### CINQUIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de ne pas allouer de jetons de présence au titre de l'exercice 2014.

##### SIXIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir entendu lecture du rapport spécial sur les conventions susceptibles d'être visées par les articles 56 et suivants de la loi 17-95 relative aux sociétés anonyme, approuve les conclusions dudit rapport.

### SEPTIEME RESOLUTION : DEMISSION ET COOPTATION D'UN ADMINISTRATEUR

L'Assemblée Générale prend acte de la démission de M. Anass HOUIR ALAMI du Conseil d'Administration de CIH. L'Assemblée Générale ratifie la cooptation en remplacement de Monsieur Anass HOUIR ALAMI telle que faite par le Conseil d'Administration du 11/03/2015, de Monsieur Abdellatif ZAGHOUN, en qualité d'administrateur, pour une durée de 6 ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes clos au 31 décembre 2020.

### HUITIEME RESOLUTION : RENOUELEMENT DU MANDAT DES ADMINISTRATEURS

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, renouvelle le mandat d'administrateur, pour six (6) ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2020 :

- Monsieur Ahmed RAHHOU, Président Directeur Général ;
- La société Massira Capital Management, représentée par Monsieur SAID LAFTIT ;
- La société HOLMARCOM représentée par Monsieur Mohamed Hassan BENSALAH ;
- Monsieur Mohammed Amine BENHALIMA, Directeur Général Adjoint de la CDG;
- Monsieur Mustapha LAHBOUBI, Directeur du Pôle Risk Management, CDG.

### NEUVIEME RESOLUTION : RATIFICATION DE LA NOMINATION D' ADMINISTRATEURS

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, ratifie la nomination de Monsieur Omar LAHLOU en qualité d'administrateur, faite par le Conseil d'Administration en date du 17 décembre 2014 pour six (6), soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes clos au 31 décembre 2019.

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, ratifie la nomination de Monsieur Karim CHIOUAR en qualité d'administrateur, faite par le Conseil d'Administration en date du 17 décembre 2014 pour six (6) ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes clos au 31 décembre 2019.

### DIXIEME RESOLUTION : NOMINATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, nomme M.Faïçal MEKOUAR, Cabinet Fidaroc Grant Thornton, Commissaire aux comptes pour une durée de 3 exercices (exercices 2015, 2016 et 2017), expirant à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2017.

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, nomme M. Abdelaziz ALMECHATT, Cabinet Coopers Audit, Commissaire aux comptes pour une durée de 3 exercices (exercices 2015, 2016 et 2017), expirant à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2017.

### ONZIEME RESOLUTION : POUVOIRS

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent verbal à l'effet d'accomplir les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicité prévus par la législation en vigueur.

### EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2014

En application de la circulaire n° 56/G/2007 émise par Bank Al Maghrib en date du 08 octobre 2007, notamment l'article 2 relatif à la date d'entrée en vigueur du chapitre 4 « Etats financiers consolidés », les états financiers consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales IAS/IFRS.

Pour établir et publier les présents états financiers consolidés, le Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier applique:

- les dispositions du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC) publié en date du 08 octobre 2007;
- le référentiel de l'IASB (International Accounting Standards Board), qui comprend :
  - les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) et IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs annexes et guides d'application ;
  - les interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretation Committee) et SIC (Standards Interpretation Committee).

### NORMES, PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES PAR LE GROUPE

#### Bases d'évaluation

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers de dirhams, arrondis au millier le plus proche. Ils sont établis sur la base des conventions de la juste valeur et du coût historique :

- Juste valeur : pour les actifs financiers à la juste valeur par résultat, actifs disponibles à la vente, et instruments dérivés.
- Coût : pour les autres actifs financiers tels que les prêts et créances et les dettes
- Coût : pour les autres actifs et passifs non financiers, notamment les immeubles de placement et les immobilisations corporelles et incorporelles

#### Bases de présentation

Les états financiers du Groupe sont présentés en retenant le modèle IFRS préconisé par Bank Al Maghrib au niveau du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

#### Méthodes d'évaluation

##### IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

##### Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès leur mise en service.

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles portent essentiellement sur les logiciels acquis. Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constatées depuis leur date d'acquisition.

##### Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné qui sont alors immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

##### IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les immeubles de placement sont les biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers, pour valoriser le capital ou les deux, plutôt que pour les utiliser dans la production et la fourniture de biens et de services ou à des fins administratives ou les vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.

### COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2014

#### Immeubles et constructions à usage administratif :

Catégorie	Composants	Durée d'utilité
Catégorie A	Gros œuvre, terrassement	50
Catégorie B	Façade, menuiserie, revêtements et aménagements extérieurs, faux plafond	30
Catégorie C	Étanchéité, électricité, câblage	15
Catégorie D	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, réseau téléphonique	10

#### Immeubles et constructions à usage touristique :

Catégorie	Composants	Durée d'utilité
Catégorie A	Gros œuvres terrassement, structure métallique	50
Catégorie B	Menuiserie, revêtement, cloisons amovibles et aménagement extérieurs	15
Catégorie C	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, équipements cuisines, étanchéité, électricité	10
Catégorie D	Équipements hôteliers, mobiliers, équipements piscine, peinture	5

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40, les immeubles de placement sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur, avec indication de la juste valeur en annexes.

Les taux d'amortissements retenus pour les immeubles de placement sont identiques à ceux utilisés pour les immobilisations corporelles de même nature.

#### TEST DE DÉPRÉCIATION ET PERTES DE VALEUR DES ACTIFS

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, le Groupe examine au moins une fois par an les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité définie afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ces actifs ont pu perdre de la valeur. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité.

Les Goodwill et immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Un test de dépréciation complémentaire est réalisé à chaque fois qu'un indice de perte de valeur a pu être identifié.

Lorsque la valeur recouvrable d'une unité génératrice (UGT) de trésorerie est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est alors comptabilisée en résultat. Cette perte de valeur est affectée en premier lieu à la valeur du goodwill au bilan. Le reliquat est affecté au reste des actifs inclus dans l'UGT au prorata de leurs valeurs comptables.

La valeur recouvrable des UGT est déterminée à partir des projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une période de 5 ans et le calcul d'une valeur terminale. Le calcul de cette valeur est effectué via la projection du cash flow normalif à l'infini. Le taux d'actualisation retenu est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré du capital.

#### INSTRUMENTS FINANCIERS

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

La juste valeur est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint, entre des parties bien informées, consentantes, et agissant dans des conditions de concurrence normale.

La juste valeur retenue pour évaluer un instrument financier est en premier lieu le prix coté lorsque l'instrument financier est coté sur un marché actif. En l'absence de marché actif, la juste valeur est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation.

Un actif financier peut être défini comme :

- un droit contractuel de recevoir de la trésorerie ou d'autres actifs financiers ;
- un droit d'échanger d'autres instruments financiers dans des conditions potentiellement favorables ;
- un instrument de capitaux propres d'une autre entreprise sauf titres de filiales et entreprises associées, à l'exception des actions propres acquises par l'entreprise ou ses filiales.

#### Évaluation des titres

La juste valeur est la méthode d'évaluation retenue pour l'ensemble des instruments financiers classés dans les catégories « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » ou « Disponibles à la vente ».

Les prix cotés sur un marché actif constituent la méthode d'évaluation de base. À défaut, le groupe Crédit Immobilier et Hôtelier utilise des techniques de valorisation reconnues.

Lorsqu'il n'y a pas de prix coté pour un titre de capitaux propres et qu'il n'existe pas de technique de valorisation reconnue, le groupe Crédit Immobilier et Hôtelier retient des techniques reposant sur des indications objectives et vérifiables telles que la détermination de l'actif net réévalué ou toute autre méthode de valorisation des titres de capitaux propres.

Si aucune technique ne peut aboutir à une estimation fiable, ou si les diverses techniques utilisées donnent des estimations trop divergentes, le titre reste évalué au coût et est maintenu dans la catégorie « Titres disponibles à la vente ».

#### Actifs et passifs financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur en intégrant les frais d'acquisition (à l'exception des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur en contrepartie du résultat) et sont classés pour les actifs financiers dans une des quatre catégories suivantes :

- Actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature ou sur option ;
- Placements détenus jusqu'à l'échéance ;
- Prêts et créances ;
- Actifs financiers disponibles à la vente.

#### Prêts et créances

La catégorie « Prêts et créances » enregistre les actifs financiers non cotés à revenus fixe ou déterminable. Les titres sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif corrigé d'éventuelles provisions pour dépréciation.

En cas de signes objectifs de dépréciation, une provision doit être constatée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée en valeur actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine.

#### Activité de crédit

Les crédits sont classés dans la catégorie « Prêts et créances ». Ainsi, conformément à la norme IAS 39, ils sont évalués à l'initiation à la juste valeur, et ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur les créances sont portés au compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

#### Dépréciation des Créances

Conformément à la norme IAS 39, les créances affectées en « Prêts et créances » sont dépréciées lorsqu'elles présentent un ou plusieurs événements de perte.

Les événements entraînant une preuve objective de dépréciation, cités par IAS 39 § 59, sont les suivants :

- des difficultés financières importantes de l'emprunteur,
- une rupture de contrat effective telle qu'un défaut de paiement du principal ou des intérêts,
- l'octroi par le prêteur à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une facilité non envisagée autrement par le prêteur,
- une probabilité de faillite ou autre restructuration financière de l'emprunteur,
- la disparition d'un marché actif pour cet actif financier, à cause de difficultés financières,
- des informations observables indiquant qu'il y a une baisse mesurable dans les flux futurs estimés d'un groupe de prêts depuis leur enregistrement initial, bien que la baisse ne puisse être encore identifiée dans les prêts individuels du groupe, incluant :
  - des changements défavorables du statut de paiement des emprunteurs dans le groupe, par exemple une augmentation des retards de paiement ou une augmentation du nombre de cartes de crédit ayant atteint leurs limites de crédit,
  - des conditions économiques nationales ou locales qui sont corrélées avec les défauts sur les actifs du groupe, par exemple une augmentation du taux de chômage dans la zone géographique des emprunteurs, une diminution des prix du marché immobilier pour les prêts hypothécaires dans la zone concernée ou des variations défavorables des conditions d'un secteur qui impactent les emprunteurs du groupe.

Les créances ainsi identifiées font l'objet d'une dépréciation sur base individuelle ou sur base collective. Les dépréciations sont constituées à hauteur de la perte encourue et correspondent à la différence entre la valeur comptable des prêts (coût amorti) et la somme des flux futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine. Les dépréciations sont enregistrées sous forme de provisions.

On distingue ainsi :

- les créances dépréciées sur base individuelle : il s'agit des créances en souffrance assorties de provisions ;
- les créances dépréciées sur base collective : il s'agit des créances non dépréciées sur base individuelle, pour lesquelles la dépréciation est déterminée par ensemble homogène de créances dont les caractéristiques de risque de crédit sont similaires.

Concernant les garanties reçues à prendre en compte pour le calcul de la provision, il est considéré :

- qu'à priori la valeur devant être retenue est la valeur au moment de l'estimation de la provision et non une valeur tenant compte de l'éventuelle dégradation dans le futur de l'élément constituant cette garantie (par exemple un immeuble) (Base IAS 39 §AG86),
- que même lorsqu'une garantie couvre une créance à 100 %, il y aura généralement une dépréciation du fait d'un calcul basé sur les flux actualisés lorsque le montant garanti est versé tardivement à l'établissement créancier.

#### Actifs financiers disponibles à la vente

La catégorie « Disponibles à la vente » est définie par la norme IAS 39 comme la catégorie par défaut. Selon les dispositions de la norme IAS 39, les principes de comptabilisation des titres classés en « Disponibles à la vente » sont les suivants :

- les titres disponibles à la vente sont initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus ;
- les intérêts courus sur les titres disponibles à la vente sont portés au compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat ;
- les variations de juste valeur sont enregistrées dans une composante séparée des capitaux propres recyclables « gains ou pertes latents ou différés ». En cas de cession, ces variations sont constatées en résultat. L'amortissement dans le temps de l'éventuelle surcote/décote des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif ;

- en cas de signe objectif de dépréciation, significative ou durable pour les titres de capitaux propres, et matérialisée par la survenance d'un risque de crédit pour les titres de dettes, la moins-value latente comptabilisée en capitaux propres est extournée et comptabilisée dans le résultat de l'exercice. En cas d'amélioration ultérieure, cette dépréciation fait l'objet d'une reprise par résultat pour les instruments de dette mais pas pour les instruments de capitaux propres. En revanche, pour ces derniers, la variation de juste valeur positive en cas de reprise, est comptabilisée dans un compte de capitaux propres variables.

#### Dépréciation

Une dépréciation est constatée en cas de signes objectifs de dépréciation des actifs autres que ceux classés en transaction.

Elle est matérialisée par une baisse durable ou significative de la valeur du titre pour les titres de capitaux propres, ou par l'apparition d'une dégradation significative du risque de crédit matérialisée par un risque de non recouvrement pour les titres de dette.

Ce critère de baisse significative ou durable de la valeur du titre est une condition nécessaire mais non suffisante pour justifier l'enregistrement d'une provision. Cette dernière n'est constituée que dans la mesure où la dépréciation se traduira par une perte probable de tout ou partie du montant investi. La reprise de cette perte de valeur par le compte de résultat ne peut intervenir qu'au moment de la cession des titres, toute reprise antérieure étant comptabilisée en capitaux propres.

#### Dettes

Les dettes émises par le Groupe sont enregistrées initialement à leur coût qui correspond à la juste valeur des montants empruntés nets des frais de transactions. Ces dettes sont évaluées en date de clôture à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et sont enregistrées au bilan en Dettes envers les établissements de crédits, en Dettes envers la clientèle ou en Dettes représentées par un titre.

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements. Ces titres intègrent les opérations de pension, matérialisée par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Dans le cas des dettes financières issues de la comptabilisation des contrats de location-financement, la dette financière constatée en contrepartie de l'immobilisation corporelle est initialement comptabilisée à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

#### Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers

Un actif financier tel que défini par la norme IAS 32 « Instruments financiers: présentation » est sorti du bilan en tout ou en partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs de celui-ci et transfère la quasi-totalité des risques et avantages qui lui sont attachés.

Le Groupe décomptabilise un passif financier seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, est annulée ou est arrivée à expiration.

#### AVANTAGES AU PERSONNEL

Le Groupe CIH offre un certain nombre d'avantages à ses employés et portant essentiellement sur les éléments suivants :

- prime de fin de carrière ;
- prime d'ancienneté ;
- indemnité de départ à la retraite anticipé.

#### Régimes à prestations définies

L'engagement porte sur un montant ou niveau de prestations prédéfini.

La méthode des unités de crédit projetées est utilisée pour les régimes à prestations définies. Cette méthode permet d'imputer, au compte de résultat, le coût de la prestation sur la durée d'activité prévue du salarié.



### COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2014

La méthode dite du « corridor » a été supprimée à partir du 1er Janvier 2013 avec l'obligation de reconnaître les écarts actuariels en capitaux propres (autres éléments du résultat global) et avec l'application d'une table de mortalité prospective.

#### Régimes à cotisations définies

Dans le cas de régimes à cotisations définies, le montant est comptabilisé en charge de l'exercice. L'obligation du Groupe CIH se limite à payer le montant que le groupe a accepté de verser aux organismes de prévoyance sociale pour le compte des salariés.

#### Indemnités de départ à la retraite anticipée

Une provision pour indemnités de fin de contrat de travail doit être comptabilisée dans le seul cas où le Groupe est fermement engagé à mettre fin à l'emploi avant la date normale de mise à la retraite ou à octroyer des indemnités de fin de contrat de travail dans le cadre d'une offre faite pour encourager les départs volontaires. Le CIH doit avoir un plan formalisé et détaillé de licenciement sans possibilité réelle de se rétracter.

#### Principales hypothèses retenues

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages long terme	
	31-Décembre-14	31-Décembre-13	31-Décembre-14	31-Décembre-13
Hypothèses (moyennes pondérées)	-	-	-	-
Taux d'actualisation	5,50%	5,70%	5,70%	6,00%
Taux d'augmentation des salaires	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%
Rendement attendu à long terme des actifs	-	-	-	-
Nombre de bénéficiaires :	-	-	-	-
- Actifs	1 657	1 631	1 657	1 631
- Retraités	-	-	-	-
Composition de l'actif de régime	-	-	-	-

Le passif résultant des avantages au personnel est égal à la valeur actualisée des flux de paiements futurs estimés. Ce calcul prend en compte les hypothèses actuarielles et démographiques. Le taux d'intérêt utilisé pour l'actualisation est celui des bons de trésors augmenté d'un spread de risque situé entre 0,90% et 1,50%. Les bons de trésors retenus sont ceux qui ont une échéance équivalente à l'échéance moyenne du passif résultant des avantages au personnel. Ainsi, pour les indemnités de départ et l'ancienneté les maturités respectives suivantes ont été retenues : 13 ans et 7 ans.

#### IMPOTS DIFFERES

La norme IAS 12 impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice. Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision soit dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au compte de résultat de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

#### PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation légale ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable. Les montants comptabilisés en provisions tiennent compte d'un échéancier de décaissements et sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif.

Les passifs éventuels, hors regroupement d'entreprises ne sont pas provisionnés. La mention en annexe est obligatoire lorsque le passif ou l'actif éventuel est significatif.

#### PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### PRODUITS NETS DE COMMISSIONS

Le Groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.

Les commissions rémunérant des services continus, telles certaines commissions et frais de dossiers relatifs à l'octroi de crédit, sont en principe étalés en résultat sur la durée de la prestation rendue. Les commissions rémunérant des services ponctuels, telles les commissions relatives aux droits de garde sur titres en dépôt, ou les commissions sur gestions de titres, sont intégralement enregistrées en résultat, quand la prestation est réalisée, au niveau de la rubrique Produits de commissions- Prestation de services et autres.

Compte tenu de l'impact non significatif des commissions, la banque n'a pas procédé à leur étalement.

#### FRAIS DE PERSONNEL

La rubrique frais de personnel comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel ; elle intègre notamment les rémunérations du personnel, les provisions au titre des avantages à long terme et indemnités de départ, ainsi que les charges sociales y afférentes.

#### COUT DU RISQUE

La rubrique « coût du risque » comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations pour risques de contrepartie et provisions pour litiges. Les dotations nettes aux provisions sont classées par nature dans les rubriques du compte de résultat correspondantes.

#### AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITE

Les autres produits liés à l'activité incluent des produits à caractère non récurrent ou non directement liés aux opérations décrites dans les paragraphes consacrés aux produits d'intérêts et de commissions.

Il s'agit principalement des produits de location ou d'exploitation directe générés par les unités hôtelières

du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier.

#### RESULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs présentés est calculé hors actions éventuelles d'auto détention et actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat.

#### TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Afin d'élaborer le tableau des flux de trésorerie, la trésorerie est l'équivalent de trésorerie comprennent les comptes de caisse, les dépôts et les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit.

#### PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont établis semestriellement à partir des comptes individuels du Crédit Immobilier et Hôtelier et de toutes les entités sur lesquelles il exerce un contrôle ou une influence notable.

#### Filiales

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle s'entend comme le fait de détenir le pouvoir sur l'entité, d'être exposé ou de bénéficier de droits sur les rendements variables vu l'implication dans l'entité et enfin, le fait d'avoir la capacité d'influer sur ces rendements eu égard du pouvoir détenu.

Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que ce contrôle cesse.

La quote-part de résultat net et de capitaux propres revenant aux tiers vient respectivement en déduction du résultat net et des capitaux propres de l'ensemble consolidé et est présentée sur la ligne « intérêts minoritaires ».

#### Participations dans les entreprises associées

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence; l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus.

Selon la méthode de la mise en équivalence, les titres de participation sont comptabilisés au coût, ajusté des modifications post-acquisition dans la quote-part de l'investisseur dans l'entité détenue, et des éventuelles pertes de valeurs de la participation nette. Les pertes d'une entité consolidée selon la méthode de la mise en équivalence qui excèdent la valeur de la participation du groupe dans cette entité ne sont pas comptabilisées, sauf si :

- le groupe a une obligation légale ou implicite de couvrir ces pertes; ou
- le groupe a effectué des paiements au nom de l'entreprise associée.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise associée à la date d'acquisition, est comptabilisé en tant que goodwill mais n'est pas présenté au bilan parmi les autres goodwill du Groupe. Ce dernier est, en effet, inclus dans la valeur comptable de la participation mise en équivalence et est testé pour dépréciation dans la valeur comptable totale de la participation. Tout excédent de la quote-part du groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité sur le coût d'acquisition, est comptabilisé immédiatement en résultat.

Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer une influence notable ne sont plus consolidées à partir de cette date et sont évaluées au plus bas de leur valeur d'équivalence à la date de sortie de périmètre ou de leur valeur d'utilité.

#### Retraitements de consolidation

Toutes les transactions, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...).

Les résultats des cessions internes réalisées avec les sociétés mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt du Groupe dans ces sociétés.

#### Date de clôture

Toutes les entités du Groupe sont consolidées à partir de comptes annuels au 31 décembre ou semestriels au 30 juin.

Une liste des entités consolidées par le Groupe à la date de clôture est fournie en annexe.

#### REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Le Groupe retient la méthode de l'acquisition afin de comptabiliser ses regroupements d'entreprise. Le coût d'acquisition comprend, à la date du regroupement, les éléments suivants :

- la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis ;
- les éventuels instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l'entité acquise ;

Les actifs, passifs, passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui répondent aux critères de comptabilisation énoncés par la norme IFRS 3 sont comptabilisés à la juste valeur à l'exception des actifs (ou groupe d'actifs), répondant aux dispositions de la norme IFRS 5 pour une qualification d'actifs non courants destinés à être cédés, alors comptabilisés et évalués à la juste valeur diminuée des coûts nécessaires à la vente.

Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.

Le goodwill ou « écart d'acquisition » correspond à la différence entre le coût d'acquisition et la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables. Il suit les principes définis dans le paragraphe « Goodwill ».

#### GOODWILL

Le goodwill ou « écart d'acquisition » représente l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise.

Le goodwill est comptabilisé à l'actif du bilan. Il n'est pas amorti et fait l'objet de test de pertes de valeur annuel ou dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause la valeur comptabilisée au bilan. Les pertes de valeur enregistrées ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise ultérieure.

Lorsque la quote-part de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquise excède le coût d'acquisition, un écart d'acquisition négatif est immédiatement comptabilisé en résultat, et ce après revue et ré-estimation de l'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

### COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2014

Lors de la cession d'une filiale, le montant du goodwill attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1er janvier 2007, le goodwill est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains. Le classement et le traitement des regroupements d'entreprises qui ont eu lieu avant le 1er janvier 2007 n'ont pas été modifiés à l'occasion de l'adoption des normes IFRS au 1er janvier 2007 conformément aux dispositions de la norme IFRS 1.

#### RECOURS A DES ESTIMATIONS

Certains montants comptabilisés dans les comptes consolidés reflètent les estimations et les hypothèses émises par la Direction notamment lors de l'évaluation en juste valeur des instruments financiers et lors de l'évaluation des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles, des dépréciations d'actifs et des provisions.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :

- Provisions pour dépréciation des créances clients
- Goodwill;
- Provisions pour risques et charges
- Avantages au personnel.

#### OPERATIONS DE TITRISATION

La titrisation est une technique financière permettant à un établissement de crédit de vendre ses créances en les transformant en titres liquides et négociables. L'établissement cédant, vend un lot de créances à une structure "Entité Structurée" : le Fonds de Placement Collectif en Titrisation (FPCT).

Le FPCT émet des parts représentatives de ces créances. Ces parts sont placées auprès d'investisseurs. Les créances s'amortissent, et les flux ainsi générés, intérêt comme capital, sont rétrocédés au FPCT par le recouvreur. Les sommes ainsi versées sont affectées au remboursement et à la rémunération des parts.

Le Fonds est couvert contre les risques de défaillance des débiteurs par un ensemble de garanties et de sûretés telles que les sûretés réelles attachées aux créances, la constitution du Fonds de réserve, l'émission de la part résiduelle et enfin les avances techniques.

La Titrisation est une technique financière qui offre plusieurs avantages et opportunités dans des conditions normales du marché et des banques.

En effet, la Titrisation est un moyen efficace pour essentiellement :

1. Augmenter la capacité de financement d'un établissement : La Titrisation est un moyen qui permet d'alléger le bilan et de réaliser une économie en fonds propres pour le CIH. C'est une alternative efficace à l'augmentation du capital et au financement obligataire.
2. Gérer les risques de crédit, de liquidité et de taux ;
3. Profiter des opportunités que le marché offre et améliorer ainsi la rentabilité de la banque.

Le CIH a initié la création du premier fonds de titrisation au Maroc permettant d'externaliser le risque de crédit et de ne conserver que les avantages y afférents. Le premier FPCT a été émis par le CIH en avril 2002, portant sur un montant de 500 millions de dirhams, le deuxième Fonds a été émis en juin 2003, portant sur un montant de 1 000 millions de dirhams, le troisième fonds a été émis en décembre 2008 portant sur 1 500 millions de dirhams et le quatrième fonds a été émis en avril 2014 portant sur un montant de 1 200 millions de dirhams.

En normes IFRS, les Fonds de Placement Collectifs en Titrisation constituent des entités structurées au sens des dispositions de l'IFRS 10, et à ce titre font l'objet d'une consolidation. Les principaux éléments de ces fonds sont récapitulés comme suit :

FPCT	Nature des actifs	Année de création	Nominal à l'origine*	Solde au 31/12/2014*
Créditlog II	Prêts hypothécaires	2003	1 000	-**
Créditlog III	Prêts hypothécaires	2008	1 500	767,3
Créditlog IV	Prêts hypothécaires	2014	1 200	1023,6

\*En millions de dirhams

\*\* Fonds liquidé en 2014.

### RISQUES LIES AUX INSTRUMENTS FINANCIERS PARTIE I : GOUVERNANCE ET GESTION DES RISQUES AU SEIN DU CIH

Le dispositif de gestion des risques du CIH s'inscrit dans le cadre du respect des dispositions réglementaires émises en la matière par le régulateur national.

Ce dispositif se fixe comme objectif d'assurer une veille permanente concernant les meilleures pratiques en matière de gestion des risques afin d'en assurer le déploiement progressif de manière à garantir un équilibre permanent entre le développement des activités du CIH et la maîtrise des risques y afférents.

#### I. GOUVERNANCE DES RISQUES

Le mode de gouvernance de la banque a connu une évolution au cours du 1er semestre 2009 qui s'est matérialisé à travers :

##### La transformation juridique du CIH en SA à Conseil d'Administration :

Après promulgation de la loi ayant modifié la loi N° : 17/95 relative aux sociétés anonymes, et afin de tirer profit de ses apports en matière de gouvernance, et sur proposition du Conseil de Surveillance, l'Assemblée Générale Mixte du 28 05 2009 a décidé la transformation juridique du CIH en Société Anonyme à Conseil d'Administration, effective à partir de la date du 28 mai 2009 et l'adoption de nouveaux statuts de la banque.

##### Modalité d'exercice de la Direction Générale :

- Conformément à la loi N°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la Loi 20-05 promulguée par le Dahir n°1-08-18 du 23 mai 2008 et conformément aux nouveaux statuts adoptés par l'Assemblée Générale Mixte du 28 Mai 2008, le Conseil d'Administration décide que la direction générale de la société sera assumée, sous sa responsabilité, par un Directeur Général.
- Conformément aux dispositions de la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes, Le Conseil d'administration du 07 Octobre 2009 a décidé que le mode d'exercice de la Direction Générale est dorénavant exercé par un Président Directeur Général.
- L'Assemblée Générale du 11 Novembre 2009 a pris acte que le mode d'exercice de la Direction Générale choisi par le Conseil d'Administration en date du 28 mai 2009 est modifié par le Conseil d'Administration du 07 Octobre 2009 conformément aux dispositions de la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes.

Le système de gouvernance des risques adopté par le CIH s'inscrit dans le respect des dispositions émises en la matière par Bank Al-Maghrib, notamment les circulaires et directives portant sur le contrôle interne et sur la bonne Gouvernance des établissements de crédit.

#### ROLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration est responsable en dernier ressort de la solidité financière du CIH. Il arrête les orientations stratégiques du CIH et assure la surveillance de la gestion de ses activités.

Il approuve, sur proposition du Président Directeur Général, la stratégie globale du CIH et sa politique de gestion des risques.

Il s'assure de la mise en œuvre, par le Président Directeur Général, d'un système de mesure, de maîtrise, de surveillance et de contrôle des risques et valide les limites globales d'expositions aux risques fixées par la Direction Générale.

Le Conseil d'Administration est tenu régulièrement informé des expositions aux risques du CIH à travers notamment le Comité d'Audit.

#### ROLE DE LA DIRECTION GENERALE

La Direction Générale est responsable de la mise en œuvre de la stratégie risque fixée par le Conseil d'Administration. Elle décline cette stratégie en politique et limites et veille à leur application dans les processus de gestion et d'allocation des fonds propres.

La Direction Générale définit les pouvoirs, les responsabilités et les compétences des différentes entités impliquées dans la gestion des risques et s'assure de la mise en place d'un système de contrôle interne indépendant et efficient.

Elle s'assure de l'existence d'un système de Reporting approprié qui lui permet de disposer d'informations pertinentes et régulièrement mises à jour sur l'exposition du CIH aux différents risques.

La Direction Générale se fait assister dans ces missions par des structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle et par des Comités spécialisés de suivi et de surveillance des risques.

#### ROLE DES STRUCTURES ET COMITES SPECIALISES DANS LA GESTION DES RISQUES ET LE CONTROLE

Le dispositif de gestion des risques et de contrôle interne est organisé autour de plusieurs structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle des aspects réglementaires et des normes et procédures internes. Ces structures rendent compte régulièrement à des Comités relevant de la Direction Générale en charge du suivi des aspects risques et contrôles.

##### Les structures

- La Direction des Engagements
- La Direction des Risques
- Le Pôle Conformité
- La Direction de l'Audit et de l'Inspection Générale

##### Les Comités relevant de la Direction Générale

- Le Comité de Management des Risques;
- Le Comité du Contrôle Interne ;
- Le comité de pilotage des risques de crédit
- Le Comité des Engagements ;
- Le Comité de Recouvrement ;
- Le Comité de Suivi des Risques sensibles ;
- Le Comité de Suivi des Affaires Spéciales ;
- Le Comité de Suivi du Contentieux ;
- Le Comité de Provisionnement ;
- Le Comité ALM ;
- Le Comité de Conformité ;
- Le comité des risques opérationnels.

#### II. PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES

En ligne avec les exigences de Bâle II et de Bâle III et des dispositions réglementaires en vigueur, le CIH a procédé à la formalisation des politiques des risques qui fixent, pour l'ensemble des risques, les règles et bonnes pratiques de gestion à respecter à chaque étape des processus de décision et de gestion à savoir, l'identification, la mesure, la maîtrise et le contrôle. Ces politiques sont régulièrement mises à jour et font l'objet de validation par le Conseil d'Administration du CIH.

#### IDENTIFICATION

L'identification des risques constitue une étape clé dans les processus de gestion des risques du CIH. A ce titre, la banque a lancé d'importantes actions pour constituer une cartographie par nature de risque.

#### MEASURE

Le CIH a acquis des progiciels de mesure et de gestion des risques.

Pour le risque de crédit, principal risque de la banque, le progiciel permet au CIH de disposer, pour chaque client de la banque, d'une vision exhaustive de l'ensemble des engagements bilan et hors bilan, les techniques d'atténuation du risque crédit et les provisions qui leur sont associées ainsi que l'exigence en fonds propre requise.

Pour l'évaluation du risque de crédit à l'octroi, le CIH a mis en place un système de notation interne pour les crédits aux particuliers, d'une grille de notation pour les crédits à la promotion immobilière et les crédits aux entreprises. Ces modèles sont utilisés aussi pour la revue annuelle des portefeuilles.

Pour les risques opérationnels, Le CIH a mis en place un progiciel pour la gestion en work-flows de ces risques.

#### MAITRISE

Une fois les risques identifiés et mesurés, il s'agit de veiller à leur maîtrise en vue de leur atténuation à travers des mesures dédiées à cet effet (politiques de gestion des risques, limites, plans d'urgence, ...).

##### Limites

L'objectif des limites est de contenir les risques à des niveaux compatibles avec les politiques internes et les seuils de tolérance aux risques fixés par le Conseil d'Administration et la Direction Générale.

Le CIH a mis en place des limites pour les risques de crédit, de marché, de taux et de liquidité.

##### Plan d'urgence

Un plan d'urgence permet, en cas de crise, de déclencher certaines actions permettant de limiter les conséquences liées aux risques. Ce plan couvre des risques spécifiques, comme le risque de liquidité ou la continuité d'exploitation (PCA et PSI) en cas de survenance d'événements majeurs.

#### CONTROLE ET SURVEILLANCE

Pour l'ensemble des activités de la banque, un contrôle de premier niveau est assuré par les opérationnels (Surveillance Permanente) et un contrôle de deuxième niveau par le Pôle Conformité pour ce qui est du risque de non conformité et les autres acteurs du contrôle interne pour les autres catégories de risque (Direction des Risques, Direction de la Comptabilité, RSSI...). La Direction de l'Audit assure un contrôle de troisième niveau.

Par ailleurs, l'une des missions de la Direction des risques consiste à suivre et à reporter régulièrement les expositions de la banque aux différents risques et le respect des limites fixées à travers un système de Reporting.



## COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2014

### PARTIE II : DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

#### I. RISQUE DE CREDIT

On entend par risque de crédit, le risque qu'une contrepartie ne soit pas en mesure d'honorer ses engagements à l'égard de la banque.

Dans le cadre de la mise en place des méthodes avancées de calcul des risques de crédit, le CIH a élaboré :

- Un modèle de notation pour la promotion immobilière
- Un modèle de notation pour les entreprises
- Un modèle de sélection des bons payeurs pour la clientèle des professionnels
- Des modèles de scoring à l'octroi et des modèles de notation pour la clientèle Retail.

#### PRINCIPES DE BASE REGISSANT L'ACTIVITE DE CREDIT

L'activité de crédit au C.I.H s'appuie sur les principes de base suivants, en particulier :

- Respect de la réglementation et de la déontologie régissant l'activité de crédit ;
- Respect des normes internes et politiques de risques régissant l'octroi des crédits à la clientèle (quantum de financement, pourcentage d'endettement, taux de couverture par les garanties requises, etc.) ;
- Double regard en matière d'analyse des demandes de crédits grands comptes opéré par des structures indépendantes ;
- Recours aux systèmes de notation en tant qu'outils d'aide à la prise de décisions d'octroi et de tarification ;
- Collégialité dans la prise de décision d'octroi des crédits ;
- Double signature de tous les actes liés à la mise en place des crédits autorisés ;
- Contrôle, en central, des garanties reçues avant toute utilisation des nouveaux concours accordés.

#### SURVEILLANCE ET PILOTAGE DU RISQUE DE CREDIT

##### DISPOSITIF DE SUIVI DU RISQUE DE CREDIT

Le suivi du risque de crédit relève aussi bien des structures commerciales que de celles en charge de la gestion du risque.

En plus du suivi assuré au quotidien par les structures commerciales, un suivi en central est assuré par la Direction des Engagements d'une part et la Direction des Risques, d'autre part.

Des reportings sont régulièrement adressés au comité d'audit, au comité de management des risques et au comité de pilotage des risques de crédit.

#### ANALYSE DU PORTEFEUILLE DES ENGAGEMENTS

##### Répartition des encours de crédit par marché et par nature de crédit

La répartition de l'encours global des crédits par marchés de clientèle, au 31 Décembre 2014, reflète :

- le positionnement stratégique de la banque autour du financement des besoins des particuliers et de la famille puisque les crédits aux particuliers représentent 64% du total des encours hors contentieux ;
- la forte concentration de l'activité de crédit à l'habitat, dans la mesure où les crédits à la production et à l'acquisition de logements représentent 94.30% des encours hors contentieux de la banque de détail ;

Dans le domaine de la promotion immobilière, les deux régions du Grand Casablanca et du Rabat et région concentrent plus de la moitié de l'encours global (PI hors contentieux) des crédits.

##### Qualité du portefeuille de crédit

Le volume global des créances en souffrance (CES) est en baisse continue depuis 2004. Il est passé en brut de 15 Milliards de Dirhams à fin 2004 à 2,64 milliards de Dirhams au 31/12/2014.

Le taux de CES s'établit à 6,97 % au 31/12/14. (en créances nettes d'agios réservés).

#### II. RISQUE OPERATIONNEL

##### DEFINITION DU RISQUE OPERATIONNEL

Il s'agit des risques de pertes résultant de carences ou de défauts attribuables à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs. Cette définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation.

##### PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES OPERATIONNELS

Afin de cerner l'ensemble du périmètre relatif à la gestion des risques opérationnels, la banque a mis en place un progiciel dédié et a assuré des actions de conduite de changement pour les intervenants dans le processus de gestion de ces risques. Ce progiciel permet une gestion en workflow des déclarations d'incidents (agences et entités centrales), la formalisation des résultats des exercices d'autoévaluation et le suivi des plans d'actions correctives.

Un reporting est adressé régulièrement au Comité Pilotage des Risques Opérationnels et au Comité Management des Risques ce qui permet une prise de décision sur les actions à mener pour la réduction des risques.

##### LE PLAN DE CONTINUITE DES ACTIVITES

Le plan de continuité de l'activité est un plan d'action documenté, qui expose les procédures et les systèmes nécessaires pour poursuivre ou rétablir les opérations de l'établissement de façon planifiée en cas de perturbations opérationnelles.

Depuis sa conception initiale, le plan de continuité d'activité couvre aujourd'hui les processus vitaux de la banque. Il fait l'objet d'une mise à jour continue au regard des évolutions que connaissent les activités critiques de la Banque.

#### III. RISQUE DE MARCHÉ

##### DEFINITION DU RISQUE DE MARCHÉ

On entend par risque de marché, les risques de pertes liées aux variations des prix du marché. Ils recouvrent :

- les risques de taux et de position sur titres de propriété relatifs aux instruments inclus dans le portefeuille de négociation ;
- le risque de change et le risque sur produits de base encourus sur l'ensemble des éléments du bilan et du hors bilan, autres que ceux inclus dans le portefeuille de négociation.

##### ORGANISATION DE LA GESTION DU RISQUE DE MARCHÉ

##### ROLE DE LA SALLE DES MARCHES

La Direction Marchés des Capitaux est en charge de la mise en œuvre de la politique de refinancement de la banque à travers le marché, de la gestion de la trésorerie et des portefeuilles titres de la banque et de la gestion de la couverture de la position de change.

Cette entité participe à l'élaboration de la stratégie de refinancement de la banque et elle est chargée de veiller au respect des limites et des ratios réglementaires relatifs à l'activité de la Salle des marchés.

##### ROLE DE LA DIRECTION DES RISQUES

La Direction des Risques est en charge de l'évaluation des Risques de Marché. A ce titre, elle décline la stratégie risque en politiques et limites sur les risques de marché et met en place les indicateurs de surveillance et de suivi.

#### IV. GESTION ACTIF – PASSIF

##### EVALUATION DES RISQUES DE TAUX D'INTERET ET DE LIQUIDITE

##### EVALUATION DU RISQUE GLOBAL DE TAUX

La méthode d'évaluation du risque de taux d'intérêt utilisée par CIH Bank se base sur le calcul des gaps de taux fixe (tombées ressources à taux fixe moins tombées emplois à taux fixe) sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1an, 2 ans...15 ans et plus de 15 ans). Ces gaps sont ensuite actualisés.

La différence entre cette VAN calculée avec les taux actuels et la VAN calculée avec ces taux +100 pb permet de déduire la sensibilité du bilan aux variations des taux.

Une distinction est faite également entre la sensibilité CT (maturités inférieures à 1an), la sensibilité MT (maturités entre 1 et 7 ans) et la sensibilité LT (maturités supérieures à 7 ans).

Il se dégage de l'application de cette méthode au 31/12/2014, une sensibilité du bilan de la banque, à une variation de +1% de la courbe des taux, de -343 millions DH soit -9,74% des fonds propres réglementaires.

##### EVALUATION DU RISQUE DE LIQUIDITE

Le suivi du risque de liquidité est assuré via l'évaluation de la trésorerie immédiate et de la trésorerie prévisionnelle.

La gestion de la trésorerie immédiate (court terme) est assurée par la salle des marchés. Un tableau de bord quotidien est établi par le trésorier de la banque. Il permet de calculer le gap quotidien de la trésorerie en fonction de la réserve monétaire exigée, de notre solde chez BAM, des flux entrants et sortants des agences et de nos emprunts/prêts sur le marché monétaire.

La gestion de la liquidité (MLT) est assurée par l'entité ALM. Elle s'articule autour des axes suivants :

- Calcul des gaps de liquidité (encours des ressources moins encours des emplois) sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1an, 2 ans...15 ans et plus de 15 ans) ;
- Présentation, au comité ALM, du tableau de bord ALM incluant les gaps de liquidité ;
- Ce dernier est obtenu en utilisant les tableaux d'amortissement des contrats pour les postes contractuels, et les règles d'écoulement de la liquidité pour les postes non contractuels.

##### COUVERTURE DES GAPS DE TAUX ET DE LIQUIDITE

Le Comité ALM décide, en cas de besoin, des mesures à prendre afin d'atténuer les gaps de taux fixe et les gaps de liquidité et de respecter les limites ALM. Ces principales mesures sont les suivantes :

- Le lancement d'opérations de titrisation de prêts hypothécaires ;
- L'émission de certificats de dépôts
- Le lancement d'opérations d'emprunts obligataires subordonnés ou classiques ;
- L'utilisation du portefeuille des bons du trésor comme moyen de couverture (cession ou acquisition en fonction du besoin) ;
- Le changement de la structure du portefeuille des prêts et emprunts en matière de nature de taux et de durée des prêts ;
- Le recours à des lignes de financement auprès d'intermédiaires financiers ;
- La mise en place, le cas échéant, d'engagements de refinancement auprès des actionnaires de référence.

##### SUIVI DES RISQUES DE TAUX ET DE LIQUIDITE

Le suivi des risques de taux et de liquidité est assuré par le Comité ALM, à travers un reporting trimestriel. En outre, un suivi régulier de ces risques est assuré par la Direction des Risques. Ce suivi est renforcé par des limites d'exposition à ces risques et un système de reporting régulier.

Les données risques sont agrégées périodiquement afin que la Direction Générale et le Conseil d'Administration puissent disposer d'une vue globale de l'ensemble des risques de taux d'intérêt et de liquidité de CIH Bank. Ces données sont présentées au Comité ALM, au Comité Management des Risques et au Comité d'Audit.

#### V. RATIO DE SOLVABILITE ET ACTIFS PONDERES

Au 31 décembre 2014, en application des dispositions de la circulaire 14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit, les fonds propres réglementaires de CIH Bank s'établissent à 3.53 milliards DH, composés essentiellement de fonds propres de catégorie 1. Rapportés aux risques pondérés au titre de l'ensemble des risques de la banque, le ratio de solvabilité devrait s'établir à 15,65%.

##### RISQUE DE CREDIT

En application de l'approche standard, les actifs pondérés au titre du risque de crédit à fin décembre 2014 s'élèvent à 19 741 MDHS soit 87,6% de l'ensemble des risques rapportés aux fonds propres.

##### RISQUE DE MARCHÉ

Au vu de la situation arrêtée à fin décembre 2014 de la position de change de la Banque, les exigences en fonds propres au titre du risque de marché s'établissent à 10,8 MDHS.

##### RISQUE OPERATIONNEL

En application de l'approche « indicateur de base », les actifs pondérés au titre du risque opérationnel représentent 2 667 MDHS au 31 Décembre 2014 pour une exigence en fonds propres de 213 MDHS.

##### INFORMATION SUR LE CAPITAL

Le capital social est fixé à la somme de 2 660 808 500 dirhams (Deux Milliards Six Cent Soixante Millions Huit Cent Huit Mille Cinq Cent dirhams) divisé en 26 608 085 (Vingt Six Millions Six Cent Huit Mille Quatre Vingt Cinq) actions, d'une valeur nominale de Cent (100) dirhams chacune, toutes de même catégorie.

##### INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR L'ANNEE 2014

Le Conseil d'Administration réuni le 11/03/2015 a décidé de proposer à l'Assemblée Générale d'affecter le résultat de l'exercice comme suit :

	2014
Bénéfice de l'exercice	470.137.819,77
Déduction des pertes antérieures	0,00
Solde s'élevant à	470.137.819,77
Réserve légale (-)	23.506.890,99
Report à nouveau bénéficiaire de l'exercice antérieur	320.036.938,51
Nouveau solde formant un bénéfice distribuable de l'exercice	766.667.867,29
Dividende ordinaire par action	14
Dividende exceptionnel par action	2
Nombre d'actions	26.608.085
Sommes distribuables à titre de dividendes aux actionnaires	425 729 360,00
Le solde non distribué affecté en totalité au compte report à nouveau	340 938 507,29

Le dividende global (ordinaire et exceptionnel) de 16 dirhams par action sera mis en paiement, en numéraire, à partir du 1er juillet 2015.

### COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2014

#### BILAN CONSOLIDE AU 31/12/2014

(en milliers MAD)

ACTIF	31/12/14	31/12/13
1. Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	2 092 174	2 460 839
2. Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
3. Instruments dérivés de couverture	-	-
4. Actifs financiers disponibles à la vente	214 812	1 287 586
5. Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 030 022	493 848
6. Prêts et créances sur la clientèle	32 605 804	31 790 220
7. Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux	-	-
8. Placements détenus jusqu'à leur échéance	3 521 808	2 220 549
9. Actifs d'impôt exigible	315 808	282 305
10. Actifs d'impôt différé	3	5 063
11. Comptes de régularisation et autres actifs	711 998	659 539
12. Actifs non courants destinés à être cédés	-	-
13. Participations dans des entreprises mises en équivalence	572 852	561 818
14. Immeubles de placement	712 223	434 829
15. Immobilisations corporelles	1 039 937	961 487
16. Immobilisations incorporelles	146 441	116 986
17. Ecart d'acquisition	174 884	174 884
<b>Total de l'Actif</b>	<b>43 138 767</b>	<b>41 449 953</b>

#### COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en milliers MAD)

	31/12/14	31/12/13
1. + Intérêts et produits assimilés	2 392 398	2 372 833
2. - Intérêts et charges assimilés	(995 095)	(958 818)
<b>3. MARGE D'INTERET</b>	<b>1 397 303</b>	<b>1 414 015</b>
4. + Commissions (produits)	201 727	184 050
5. - Commissions (charges)	(21 078)	(17 270)
<b>6. MARGE SUR COMMISSIONS</b>	<b>180 649</b>	<b>166 779</b>
7. +/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	17	2
8. +/- Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	11 718	23 517
9. + Produits des autres activités	524 676	492 723
10. - Charges des autres activités	(413 391)	(366 685)
<b>11. PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>1 700 970</b>	<b>1 730 351</b>
12. - Charges générales d'exploitation	(914 492)	(870 466)
13. - Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	(96 950)	(105 130)
<b>14. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>689 528</b>	<b>754 755</b>
15. Coût du risque	51 641	(29 802)
<b>16. RESULTATS D'EXPLOITATION</b>	<b>741 169</b>	<b>724 954</b>
17. +/- Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	25 203	26 662
18. +/- Gains ou pertes nets sur autres actifs	17 174	17 408
19. +/- Variations de valeurs des écarts d'acquisition	0	3 478
<b>20. RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>783 546</b>	<b>772 501</b>
21. - Impôt sur les résultats	(283 533)	(258 116)
22. +/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	0	0
<b>23. RESULTAT NET</b>	<b>500 013</b>	<b>514 385</b>
24. Intérêts minoritaires	(17 807)	366
<b>25. RESULTAT NET - PART DU GROUPE</b>	<b>482 206</b>	<b>514 751</b>
26. Résultat de base par action en dirham	18,1	19,3
27. Résultat dilué par action en dirham	18,1	19,3

#### GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS DISPONIBLES À LA VENTE

(en milliers MAD)

	31/12/14	31/12/13
dividendes reçus et produits sur AFS	8 586	28 383
Plus ou moins values réalisées sur cession actifs disponibles à la vente	4 047	687
Dépréciation durable	-957	-6 756
Reprise de dépréciation	41	1 203
Solde des relations de couverture des instruments de couverture de la JV des AFS, lorsque l'élément couvert est cédé	-	-
<b>Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente</b>	<b>11 718</b>	<b>23 517</b>

#### CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

(en milliers MAD)

	31/12/14	31/12/13
Charges de personnel	492 377	471 827
Impôts et taxes	29 113	28 164
Services extérieurs et autres charges	393 002	370 474
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>914 492</b>	<b>870 466</b>

#### BILAN CONSOLIDE AU 31/12/2014

(en milliers MAD)

PASSIF	31/12/14	31/12/13
1. Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	877	181
2. Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
3. Instruments dérivés de couverture	-	-
4. Dettes envers les établissements de crédit assimilés	4 125 312	4 525 905
5. Dettes envers la clientèle	22 428 918	22 212 014
6. Titres de créance émis	10 065 601	8 581 948
7. Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux	-	-
8. Passifs d'impôt exigible	271 467	270 948
9. Passifs d'impôt différé	95 341	91 458
10. Comptes de régularisation et autres passifs	1 042 539	743 842
11. Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-
12. Provisions techniques des contrats d'assurance	-	-
13. Provisions	206 734	230 516
14. Subventions et fonds assimilés	-	-
15. Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	-	-
16. Capitaux propres	4 901 978	4 793 141
17. Capitaux propres part du groupe	4 790 642	4 702 663
18. Capital et réserves liées	2 660 809	2 660 809
19. réserves consolidées	1 641 804	1 521 845
20. Gains ou pertes latents ou différés	5 824	5 258
21. résultat de l'exercice	482 206	514 751
22. Intérêts minoritaires	111 336	90 478
<b>Total du Passif</b>	<b>43 138 767</b>	<b>41 449 953</b>

#### TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE DU 01 JANVIER 2014 AU 31 DECEMBRE 2014

(en milliers MAD)

FLUX DE TRESORERIE	31/12/14	31/12/13
<b>1. Résultat avant impôts</b>	<b>783 546</b>	<b>772 501</b>
2. +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	426 198	400 007
3. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	91	(458)
4. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	(32 430)	(316 626)
5. +/- Dotations nettes aux provisions	(9 811)	(70 537)
6. +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	(25 203)	(26 662)
7. +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	12 402	(8 286)
8. +/- Produits/charges des activités de financement	(8 341)	(2 133)
9. +/- Autres mouvements	(33 316)	(21 801)
<b>10. = Total (2) à (9) des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements</b>	<b>329 590</b>	<b>(46 496)</b>
11. +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés	(488 377)	571 712
12. +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	(559 923)	1 843 733
13. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	1 076 550	2 187 716
14. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	177 522	(175 509)
15. - Impôts versés	(243 895)	(258 116)
<b>16. = Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15)</b>	<b>(38 122)</b>	<b>4 169 536</b>
<b>17. = FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (Total des éléments A, B et C)</b>	<b>1 075 014</b>	<b>4 895 541</b>
18. +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	(1 236 592)	(2 172 323)
19. +/- Flux liés aux immeubles de placements	0	-
20. +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(837 874)	(351 348)
<b>21. FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 18 à 20)</b>	<b>(2 074 466)</b>	<b>(2 523 671)</b>
22. +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(415 021)	(384 767)
23. +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	1 496 999	(516 155)
<b>24. FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>1 081 978</b>	<b>(900 922)</b>
<b>25. Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>26. AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE (Total des éléments D, E et F)</b>	<b>82 526</b>	<b>1 470 948</b>

COMPOSITION DE LA TRESORERIE	31/12/14	31/12/13
<b>27. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A L'OUVERTURE</b>	<b>2 441 999</b>	<b>971 051</b>
28. Caisse, banque centrales, CCP(actif & passif)	2 460 658	1 065 136
29. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(18 659)	(94 084)
<b>30. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE</b>	<b>2 524 525</b>	<b>2 441 999</b>
31. Caisse, banque centrales, CCP(actif & passif)	2 091 297	2 460 658
32. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit	433 227	(18 659)
<b>33. VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE</b>	<b>82 526</b>	<b>1 470 948</b>



### COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2014

#### TABEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES DU 01 JANVIER 2014 AU 31 DECEMBRE 2014

(en milliers MAD)

	Capital (1)	réserves liées au capital (2)	Actions propres (3)	Réserves et résultats consolidés (4)	Gains ou pertes latents ou différés (5)	Capitaux propres part Groupe (6)	Intérêts minoritaires (7)	total (8)
Capitaux propres au 31 décembre 2013	2 660 809	-	-	2 049 636	5 258	4 715 703	90 478	4 806 181
Impact des changements de méthodes comptables	-	-	-	(12 987)	-	(12 987)	-	(12 987)
Autres mouvements	-	-	-	(53)	-	(53)	-	(53)
<b>Capitaux propres corrigés au 31 décembre 2013</b>	<b>2 660 809</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 036 596</b>	<b>5 258</b>	<b>4 702 663</b>	<b>90 478</b>	<b>4 793 141</b>
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Palements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	(399 121)	-	(399 121)	-	(399 121)
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>482 206</b>	<b>-</b>	<b>482 206</b>	<b>17 807</b>	<b>500 013</b>
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (A)	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (B)	-	-	-	-	566	566	-	566
Ecart de conversion : variations et transferts en Résultat (C)	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes latents ou différés (A) + (B) + (C)	-	-	-	-	566	566	-	566
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres clôture au 31 décembre 2014	2 660 809	-	-	2 119 681	5 824	4 786 313	108 286	4 894 599
Changement de méthodes comptables et corrections d'erreurs	-	-	-	4 672	-	4 672	3 050	7 722
Autres mouvements	-	-	-	(344)	-	(344)	-	(344)
<b>Capitaux propres corrigés au 31 décembre 2014</b>	<b>2 660 809</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 124 009</b>	<b>5 824</b>	<b>4 790 642</b>	<b>111 336</b>	<b>4 901 978</b>

#### Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés

(en milliers MAD)

	Valeur brute au 31/12/2014	Valeur brute au 31/12/2013
<b>A vue</b>	519 963	483 058
Comptes ordinaires	299 421	165 985
Prêts et comptes au jour le jour	219 393	300 000
Valeurs reçues en pension au jour le jour	-	-
Autres prêts et créances	1 149	17 074
<b>A terme</b>	510 278	11 008
Prêts et comptes à terme	300 543	-
Prêts subordonnés et participants	-	-
Valeurs reçues en pension à terme	201 156	-
Créances rattachées	8 579	11 008
Autres prêts et créances	-	-
<b>Total Brut</b>	<b>1 030 241</b>	<b>494 067</b>
Dépréciation	219	219
<b>Total Net</b>	<b>1 030 022</b>	<b>493 848</b>

#### IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en milliers MAD)

Valeur brute	31/12/13	Impact Variation Périmètre	Acquisitions	Cessions ou retraits	31/12/14
Valeur brute	320 346	-	73 687	13 140	380 894
Amortissement & dépréciation	203 360	-	31 092	0	234 453
<b>Net</b>	<b>116 986</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>146 441</b>

#### GOODWILL

(en milliers MAD)

	31/12/13	Augmentation	Diminution	Perte de valeur de la période	Reclassement	31/12/14
<b>Valeur brute</b>	<b>179 384</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>179 384</b>
Jbilet (fonds commercial)	2 000	-	-	-	-	2 000
Somical (fonds commercial)	300	-	-	-	-	300
Belle-vue	2 200	-	-	-	-	2 200
Sofac	174 884	-	-	-	-	174 884
<b>Cumul des pertes de valeur</b>	<b>4 500</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4 500</b>
Jbilet (fonds commercial)	2 000	-	-	-	-	2 000
Somical (fonds commercial)	300	-	-	-	-	300
Belle-vue	2 200	-	-	-	-	2 200
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>174 884</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>174 884</b>

#### DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

(en milliers MAD)

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/14	Total 31/12/2013
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Comptes à vue créditeurs	-	4	3 621 547	8 338 362	11 959 914	11 343 877
Comptes d'épargne	-	-	6 898	3 730 646	3 737 544	3 380 664
Dépôts à terme	72 500	456 853	329 801	2 940 885	3 800 039	5 091 528
Autres comptes créditeurs	-	3 288	69 119	1 317 650	1 390 057	1 405 013
Intérêts courus à payer	1 056	5 995	2 292	28 885	38 228	56 326
Autres dettes envers la clientèle	-	1 503 137	-	-	1 503 137	934 606
<b>TOTAL</b>	<b>73 556</b>	<b>1 969 277</b>	<b>4 029 657</b>	<b>16 356 428</b>	<b>22 428 919</b>	<b>22 212 014</b>

#### PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

(en milliers MAD)

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/14	Total 31/12/13
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
<b>Crédits de trésorerie</b>	-	-	<b>1570 556</b>	<b>154 465</b>	<b>1 725 021</b>	<b>1 478 587</b>
- Comptes à vue débiteurs	-	-	725 993	29 095	755 088	739 492
- Créances commerciales sur le Maroc	-	-	149 546	-	149 546	58 586
- Crédits à l'exportation	-	-	12 368	-	12 368	9 577
- Autres crédits de trésorerie	-	-	682 649	125 370	808 019	670 932
<b>Crédits à la consommation</b>	-	-	-	<b>2 970 606</b>	<b>2 970 606</b>	<b>2 954 106</b>
<b>Crédits à l'équipement</b>	-	-	<b>947 999</b>	-	<b>947 999</b>	<b>682 807</b>
<b>Crédits immobiliers</b>	-	-	<b>6 011 319</b>	<b>18 308 659</b>	<b>24 319 978</b>	<b>24 187 604</b>
<b>Autres crédits</b>	-	-	<b>3 967</b>	<b>1 378 879</b>	<b>1 382 846</b>	<b>1 362 493</b>
<b>Créances acquises par affacturage</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Intérêts courus à recevoir</b>	-	-	<b>19 200</b>	<b>20 987</b>	<b>40 187</b>	<b>20 307</b>
<b>Créances en souffrance</b>	-	-	<b>641 288</b>	<b>1 874 183</b>	<b>2 515 471</b>	<b>2 607 531</b>
<b>Dépréciation</b>	-	-	<b>156 225</b>	<b>1 147 560</b>	<b>1 303 784</b>	<b>1 508 201</b>
- Sur base individuelle	-	-	-13 141	1 106 579	1 093 438	1 311 043
- Sur base collective	-	-	169 366	40 981	210 347	197 157
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Créances issues des opérations de location financement	-	-	-	-	-	-
Créances relatives aux opérations de réassurances et les avances faites aux assurés	-	-	-	-	-	-
Autres créances	-	-	-	<b>7 481</b>	<b>7 481</b>	<b>4 985</b>
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>9 038 104</b>	<b>23 567 700</b>	<b>32 605 804</b>	<b>31 790 220</b>

#### DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

(en milliers MAD)

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc				Total 31/12/14	Total 31/12/13
	Bank AL-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établis de crédit et assimilés au Maroc	Etablis de crédit à l'étranger		
Comptes ordinaires créditeurs	-	58 093	9 293	364	67 751	111 984
Valeurs données en pension	1 300 205	-	-	-	1 300 205	2 047 411
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	1 300 205	-	-	-	1 300 205	2 047 411
Emprunts de trésorerie	-	400 000	-	-	400 000	270 000
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	400 000	-	-	400 000	270 000
Emprunts financiers	-	2 311 709	-	-	2 311 709	2 037 717
Autres dettes	-	30 418	-	-	30 418	43 230
Intérêts courus à payer	632	9 880	4 717	-	15 229	15 563
<b>TOTAL</b>	<b>1 300 837</b>	<b>2 810 101</b>	<b>14 010</b>	<b>364</b>	<b>4 125 312</b>	<b>4 525 905</b>

#### TITRES DE CRÉANCES ÉMIS

(en milliers MAD)

Libelle	31/12/13	Augmentation	Diminution	31/12/14
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-
Titres de créances négociables	5 136 900	6 594 100	4 817 400	6 913 600
Intérêts courus non échus	92 325	126 294	89 370	129 249
Emprunts obligataires	1 426 640	-	99 990	1 326 650
Intérêts courus non échus	50 785	43 906	50 785	43 906
Autres dettes représentées par un titre	1 812 373	-	216 114	1 596 258
Intérêts courus non échus	62 926	55 937	62 926	55 937
<b>TOTAL</b>	<b>8 581 948</b>	<b>6 820 237</b>	<b>5 336 585</b>	<b>10 065 601</b>



### COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2014

#### ETAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES

##### COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES (en milliers MAD)

	31/12/14	31/12/13
<b>Résultat net</b>	<b>500 013</b>	<b>514 385</b>
<b>Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>226</b>	<b>-8 157</b>
Ecart de conversion	-	-
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente	566	4 830
Réévaluation des immobilisations	-	-
Variations de valeur différées des instruments dérivés de couverture	-	-
Impact IAS 19/OCI	-341	-12 987
Eléments relatifs aux sociétés mise en équivalence	-	-
<b>Total cumulé</b>	<b>500 239</b>	<b>506 228</b>
Part du groupe	482 431	506 594
Part des minoritaires	17 807	-366

#### VALEURS EN CAISSE

(en milliers MAD)

	31 DECEMBRE 2014		31 DECEMBRE 2013	
Valeur	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	398 930	-	387 552	-
Banques centrales, CCP	1 693 244	877	2 073 287	181
<b>Total</b>	<b>2 092 174</b>	<b>877</b>	<b>2 460 839</b>	<b>181</b>

#### IMPÔTS

(en milliers MAD)

	31/12/14	31/12/13
Actifs d'impôt différé	3	5 063
Passifs d'impôt différé	95 341	91 458
<b>Position nette</b>	<b>(95 338)</b>	<b>(86 395)</b>

#### IMMEUBLES DE PLACEMENT

(en milliers MAD)

Valeur brute	Valeur brute au 31/12/2013	Acquisitions	Cessions	Valeur brute au 31/12/2014	Juste valeur au 31/12/2014
Valeur brute	614 029	321 060	16 308	918 781	1 028 627
Amortissement & Dépréciation	179 200	32 158	4 800	206 558	-
<b>Net</b>	<b>434 829</b>			<b>712 223</b>	

#### ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

(en milliers MAD)

Valeur brute	Valeur 31/12/2014	Valeur 31/12/2013
Titres à revenus variables	-	-
Cotés	26 527	8 359
Non cotés	13 017	13 213
Titres à revenus fixes	-	-
Cotés	-	102
Non cotés	61 600	1 253 377
Autres (parts opcvn)	113 668	12 535
<b>Total</b>	<b>214 812</b>	<b>1 287 586</b>
Dont gains et pertes latents	5 824	5 258
Dont provisions pour dépréciation	201 999	201 905

#### ENGAGEMENTS SOCIAUX ET AVANTAGES AU PERSONNEL

(en milliers MAD)

Détail des charges	31/12/14	31/12/13
Salaires	224 960	214 673
Indemnités diverses	168 262	159 455
Cotisations sociales	89 787	89 592
Autres charges de personnel	9 368	8 108
<b>Total</b>	<b>492 377</b>	<b>471 827</b>

#### Effectif fin de période

	31/12/14	31/12/13
Employés	723	700
Cadres	1 310	1 224
<b>Total</b>	<b>2 033</b>	<b>1 924</b>

#### Avantages du personnel

<b>Montant (Provisions) au 1er janvier 2013</b>	<b>(103 321)</b>
Dotations de l'exercice / Charges de l'exercice (y compris les reprises de provision)	(17 458)
Reprises pour utilisation / Prestations payées	5 262
Variation de périmètre	-
Application IAS 19 révisée	(20 615)
Business combination (seulement si significatif)	-
Ecart de conversion	-
<b>Montant (Provisions) au 31 Décembre 2013</b>	<b>(136 132)</b>
<b>Montant (Provisions) au 1er janvier 2014</b>	<b>(136 132)</b>
Dotations de l'exercice / Charges de l'exercice (y compris les reprises de provision)	(16 399)
Reprises pour utilisation / Prestations payées	7 299
OCI	(541)
Variation de périmètre	-
Business combination (seulement si significatif)	-
Ecart de conversion	-
<b>Montant (Provisions) au 31 Décembre 2014</b>	<b>(145 773)</b>

#### PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

(en milliers MAD)

Libelle	31/12/13	Impact variation périmètre	Augmentation	Diminution	31/12/14
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	24 376	-	643	20 297	4 723
Provisions pour affaires sociales	25 543	-	1 304	491	26 356
Provisions pour autres risques et charges	55 259	-	3 350	17 658	40 951
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	125 338	-	16 665	7 299	134 705
<b>TOTAL</b>	<b>230 516</b>	<b>-</b>	<b>21 962</b>	<b>45 744</b>	<b>206 734</b>

Ventilation des provisions	31/12/13	31/12/14
Court terme	-	-
Long terme	230 516	206 734
<b>TOTAL</b>	<b>230 516</b>	<b>206 734</b>

#### MARGE D'INTÉRÊT

(en milliers MAD)

	31/12/14	31/12/13
Sur opérations avec les établissements de crédits	20 881	7 225
Sur opérations avec la clientèle	2 225 342	2 235 370
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	17 964	103 832
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à échéance	127 072	25 414
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	1 140	991
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
<b>Produits d'intérêts</b>	<b>2 392 398</b>	<b>2 372 833</b>
Sur opérations avec les établissements de crédits	101 098	186 988
Sur opérations avec la clientèle	446 383	365 819
Actifs financiers disponibles à la vente	22 086	185
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	1 549	-
Sur dettes représentées par titres	421 507	402 779
Sur dettes subordonnées	0	-
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	0	-
Sur opérations de crédit bail	2 474	3 047
Autres intérêts et produits assimilés	0	-
<b>Charges d'intérêts</b>	<b>995 095</b>	<b>958 818</b>

#### COMMISSIONS NETTES

(en milliers MAD)

	31/12/14			31/12/13		
	Produits	charges	Net	Produits	charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédits	-	4 500	-4 500	-	5 470	-5 470
Sur opérations avec la clientèle	24 314	-	24 314	26 918	-	26 918
Sur opérations sur titres	368	-	368	9 563	-	9 563
Sur opération de change	3 702	-	3 702	3 488	-	3 488
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors bilan	-	-	-	-	-	-
Prestations de services bancaires et financiers	173 343	16 578	156 764	144 081	11 801	132 280
- Produits nets de gestions d'OPCVM	9 012	-	9 012	-	-	-
- Produits nets sur moyens de paiement	60 487	-	60 487	57 296	-	57 296
- Autres	103 843	16 578	87 265	86 785	11 801	74 984
<b>Produits nets des commissions</b>	<b>201 727</b>	<b>21 078</b>	<b>180 649</b>	<b>184 050</b>	<b>17 270</b>	<b>166 779</b>

### COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2014

#### ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE (en milliers MAD)

ENGAGEMENTS	31/12/14	31/12/13
<b>Engagements de financements et de garantie donnés</b>	<b>4 298 052</b>	<b>3 482 117</b>
<b>Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>150 689</b>	<b>189 041</b>
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	150 689	189 041
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	-	-
<b>Engagements de financement en faveur de la clientèle</b>	<b>3 527 371</b>	<b>2 975 582</b>
- Crédits documentaires import	34 100	4 962
- Acceptations ou engagements de payer	26 761	87 901
- Ouvertures de crédit confirmés	3 210 432	2 861 471
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	20 329	20 448
- Autres engagements de financement donnés	235 749	800
<b>Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>849</b>	<b>869</b>
- Crédits documentaires export confirmés	849	869
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Garanties de crédits données	-	-
- Autres cautions, avals et garanties donnés	-	-
- Engagements en souffrance	-	-
<b>Engagements de garantie d'ordre de la clientèle</b>	<b>619 143</b>	<b>316 625</b>
- Garanties de crédits données	144 519	8 192
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	192 207	258 444
- Autres cautions et garanties données	272 854	42 741
- Engagements en souffrance	9 563	7 248
<b>Engagements de financements et de garantie reçus</b>	<b>5 212 626</b>	<b>4 640 060</b>
<b>Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
- Ouvertures de crédit confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Autres engagements de financement reçus	-	-
<b>Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>-</b>	<b>625</b>
- Garanties de crédits	-	-
- Autres garanties reçues	-	625
<b>Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers</b>	<b>5 212 626</b>	<b>4 639 435</b>
- Garanties de crédits	5 212 626	4 639 435
- Autres garanties reçues	-	-

#### COÛT DU RISQUE (en milliers MAD)

	31/12/14	31/12/13
<b>Dotations aux provisions</b>	<b>291 560</b>	<b>410 652</b>
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	289 994	405 306
Provisions pour dépréciation des titres AFS	-	-
Provisions pour risques et charges	1 566	5 346
<b>Reprise de provisions</b>	<b>294 958</b>	<b>674 633</b>
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	270 704	668 043
Provisions pour dépréciation des titres AFS	6 642	624
Provisions pour risques et charges	17 612	5 965
<b>Variation des provisions</b>	<b>-3 398</b>	<b>-263 980</b>
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	80 680	321 845
Récupérations sur prêts et créances amorties	-128 923	-28 063
Autres pertes	-	-
<b>Coût du risque</b>	<b>-51 641</b>	<b>29 802</b>

#### PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Dénomination sociale	Pays	Déc-14		Déc-13		Méthode de consolidation
		% intérêts	% contrôle	% intérêts	% contrôle	
CIH	Maroc	100%	100%	100%	100%	Consolidante
CIH Courtage	Maroc	100%	100%	100%	100%	Intégration globale
Maghreb Titrisation	Maroc	24%	24%	24%	24%	Mise en équivalence
Maroc Leasing	Maroc	34%	34%	34%	34%	Mise en équivalence
Sofac	Maroc	61%	61%	61%	61%	Intégration globale
Sofassur	Maroc	61%	61%	61%	61%	Intégration globale
Tivoli	Maroc	89%	89%	89%	89%	Intégration globale
Crédilog 2	Maroc	N/A	N/A	N/A	N/A	Intégration globale
Crédilog 3	Maroc	N/A	N/A	N/A	N/A	Intégration globale
Crédilog 4	Maroc	N/A	N/A	-	-	Intégration globale

#### PASSIFS EVENTUELS

Le contrôle fiscal de Maroc Leasing portant sur l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur le revenu pour les exercices 2009 à 2012 inclus, ainsi que sur la taxe sur la valeur ajoutée pour les exercices 2007 à 2012 inclus, est toujours en cours. Le management de Maroc Leasing a apporté une réponse aux notifications reçues en rejetant l'essentiel des redressements et en demandant le recours devant la Commission Locale de Taxation.

#### PRODUITS ET CHARGES NETS DES AUTRES ACTIVITÉS (en milliers MAD)

	31/12/14	31/12/13
produits de la promotion immobilière	-	-
produits de l'activité hôtelière	32 577	13 854
Produits sur opération de location simple	-	-
charges de l'activité hôtelière	-9 552	[6 378]
variations de juste valeur des immeuble de placement	-	-
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance	-	-
Dotations & Reprises sur immeubles de placement	24 314	[12 650]
variation des provisions techniques des contrats d'assurances	-	-
Autres produits	492 320	474 664
Autres charges	-428 374	[343 452]
<b>Produits et charges nets des autres activités</b>	<b>111 285</b>	<b>126 038</b>

#### DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES (en milliers MAD)

	31/12/14	31/12/13
Dotations aux amortissements des Immobilisations corporelles et incorporelles	-96 950	-105 130
Dotations aux dépréciations des Immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
<b>Total</b>	<b>-96 950</b>	<b>-105 130</b>

#### GAINS OU PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS (en milliers MAD)

	31/12/14	31/12/13
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation</b>	<b>-5 800</b>	<b>1 037</b>
Plus-values de cession	6 247	11 481
Moins-values de cession	-12 048	-10 444
<b>Titres de capitaux propres consolidés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Plus-values de cession	-	-
Moins-values de cession	-	-
Gains ou pertes sur autres actifs	22 975	16 370
<b>Gains ou pertes nets sur autres actifs</b>	<b>17 174</b>	<b>17 408</b>

#### IMPÔTS (en milliers MAD)

	31/12/14	31/12/13
Charge d'impôts exigibles	278 148	276 275
Charge d'impôts différés	5 385	-18 160
<b>Charge d'impôt de la période</b>	<b>283 533</b>	<b>258 116</b>

	31/12/14	31/12/13
Résultat avant impôts, dépréciations sur écarts d'acquisition et résultats des sociétés MEE	758 344	745 839
Taux d'impôt théorique	37%	37%
Impôt théorique	280 587	275 960
Ecart taux mère/filiales	[1 745]	[429]
Effet différences permanentes	4 691	[17 415]
Retraitement de la plus value de cession des titres consolidés	-	-
Effet des autres éléments	-	-
<b>Charges effectif d'impôts</b>	<b>283 533</b>	<b>258 116</b>

#### RÉSULTAT PAR ACTION DE BASE ET DILUÉ (en milliers MAD)

	31/12/14	31/12/13
Résultat net part du Groupe	482 206	514 751
Nombre d'actions ordinaires émises	26 608 085	26 608 085
<b>Résultat par action de base et dilué en DH</b>	<b>18,1</b>	<b>19,3</b>

#### PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE (en milliers MAD)

Entreprises associées	Valeur de mise en équivalence	Résultat	Total bilan	Produit des activités ordinaires	Quote part dans le résultat
<b>Maghreb Titrisation</b>	<b>3 835</b>	<b>4 984</b>	<b>25 338</b>	<b>18 145</b>	<b>1 213</b>
Maroc Leasing	569 017	70 535	11 861 585	3 598 395	23 990
<b>Total</b>	<b>572 852</b>	<b>75 519</b>	<b>11 886 923</b>	<b>3 616 540</b>	<b>25 203</b>

#### VARIATIONS DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION (en milliers MAD)

	31/12/14	31/12/13
Dépréciation des écarts d'acquisition actifs	-	-
Ecart d'acquisition négatifs	-	3 478
<b>Variations de valeur des écarts d'acquisition</b>	<b>-</b>	<b>3 478</b>



**Deloitte.**

Deloitte Audit  
Boulevard Zerkouni ,288  
Casablanca  
Maroc

**M A Z A R S**

Mazars Audit et Conseil  
Boulevard Abdelmoumen ,101  
Casablanca  
Maroc

**GROUPE CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER**

**ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
PERIODE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2014**

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH) et ses filiales (Groupe CIH) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives au terme de la période du 1er janvier au 31 décembre 2014. Cette situation provisoire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant 4.901.978 KMAD, dont un bénéfice net consolidé de 500.013 KMAD.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire des états financiers consolidés ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier arrêtés au 31 décembre 2014, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 12 mars 2015

**Les Commissaires aux Comptes**

**Deloitte Audit**

Deloitte Audit  
288, Boulevard Zerkouni  
20019 CASABLANCA  
Tél : 0522 423 423 (L.G.)  
Fax : 0522 423 400

**Fawzi BRITEL**  
Associé Gérant

**Mazars Audit et Conseil**

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
101, Bd. Abdelmoumen  
20019 CASABLANCA  
Tél : 0522 423 423 (L.G.)  
Fax : 0522 423 400

**Kamal MOKDAD**  
Associé Gérant

### COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2014

#### Etat A1 : Etat des principales méthodes d'évaluation appliquées

Les comptes sociaux du CIH relatifs à l'exercice arrêté au 31 Décembre 2014 ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

##### PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

###### PRINCIPES GENERAUX :

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit.

La présentation des états de synthèse du Crédit Immobilier et Hôtelier est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

##### CREANCES ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE :

###### Présentation générale :

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale et leur objet économique :

Créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit ;

Créances de trésorerie, crédits à l'équipement, crédit à la consommation crédits immobiliers et autre crédits pour la clientèle.

Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondant à des engagements de financement et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds. Les valeurs et suretés reçues en couverture des opérations de crédit réalisées avec la clientèle sont comptabilisées, au même titre que les garanties reçues des fonds et institutions marocains de garantie des crédits en hors bilan.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

###### Créances en souffrance :

Les créances en souffrance sont comptabilisées conformément à la réglementation en vigueur.

Le poste « autres crédits » englobe les créances en souffrance déduction faite des provisions et des agios réservés.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

Les créances en souffrance sont, selon les degrés de risque prévus à la circulaire de Bank Al Maghreb, classés en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises.

Les créances en souffrance sont, après déduction des agios réservés et des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :

20% pour les créances pré-douteuses,

50% pour les créances douteuses ;

100% pour les créances compromises.

Les estimations des garanties sont effectuées pour l'essentiel en interne par les services de la Banque compte tenu de son expertise en la matière. La banque recourt de plus en plus aux rapports des expertises judiciaires et de manière ponctuelle à des experts indépendants pour l'évaluation de certains gages importants en valeur. Il est à noter que le CIH retient la valeur la plus faible lorsqu'il dispose de plusieurs estimations (estimations internes/ externes/Judiciaires).

Les créances en souffrance sont constituées de l'ensemble des encours dus par les débiteurs dont un engagement au moins présente un risque de crédit avéré.

Les créances en souffrance sont réinscrites en encours sain quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine.

Dès leur déclassement, les créances en souffrance donnent lieu à la constatation d'agios réservés.

Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées à l'occasion d'accords transactionnels pour solde de tout compte ou à l'issue de procédures judiciaires.

Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque les créances en souffrance enregistrent une évolution favorable (remboursement total ou partiel, restructuration, apurement...) leur permettant de redevenir saines.

Les dotations et reprises des provisions pour dépréciation des créances, de même que les charges couvertes par ces provisions figurent au compte de résultat parmi les éléments relatifs au coût du risque.

Les provisions constituées au titre des créances ayant fait l'objet de restructuration, ne sont reprises qu'à l'expiration du délai d'observation de six mois après la date d'échéance du premier règlement convenu.

##### PORTFEUILLE DE TITRES :

Les opérations sur titres sont comptabilisées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Les titres sont classés d'une part en fonction de leur nature et en fonction de l'intention et la durée de détention (titre de créance ou titre de placement, titre d'investissement, titre de participation).

La banque ne détient pas de titres de transaction au 31/12/2014.

A leur date d'achat, les titres de placement et d'investissement sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, frais et coupon inclus.

Les primes et décotes sur titres de placement et d'investissement correspondent à la différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres à revenu fixe. Elles font l'objet d'un étalement sur la durée de vie résiduelle des titres. L'étalement est pratiqué selon la méthode actuarielle pour les bons du Trésor.

Les titres de placements sont évalués par référence au prix du marché du jour le plus récent, Les moins-values latentes sont constatées par voie de provision, tandis que les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

A leur date d'achat, les titres de participation sont comptabilisés au bilan à leur prix d'acquisition.

Les plus et moins-values de cessions sur titres de participation sont enregistrées pour le montant net de l'opération de cession en « plus values ou moins values de cession sur actifs immobilisés » et en aval du résultat brut d'exploitation.

##### IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations d'exploitation sont inscrites à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties selon la méthode linéaire. Par ailleurs, les immobilisations hors exploitation ne sont pas amortis mais font l'objet le cas échéant de provisionnement en fonction des conclusions des rapports d'expertise externe réalisés chaque année pour un certain nombre de gages et des informations disponibles à la date de l'arrêté comptable.

##### DETTES A VUE ET A TERME

Les dettes envers les établissements de crédit et assimilés ainsi que sur la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

Dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit ;

Comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

##### LES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Ce poste abrite les provisions qui permettent de constater l'existence de pertes et charges dont la réalisation est probable mais l'évaluation incertaine, ou qui ne font pas face à la dépréciation d'un actif identifié.

Ces provisions comprennent une provision pour risques généraux d'un montant de 206.2 millions de Dirhams constituée en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non avérés.

##### PRISE EN COMPTE DES INTERETS ET COMMISSIONS DANS LE COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

###### Intérêts

Sont considérés comme intérêts les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachés les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

###### Commissions

Les produits et charges qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

#### BILAN AU 31/12/2014

(en milliers MAD)

LIBELLÉ	31/12/2014	31/12/2013
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	2 089 058	2 450 408
<b>Créances sur les établissements de crédit et assimilés</b>	<b>1 264 021</b>	<b>641 648</b>
- A vue	602 018	140 748
- A terme	662 002	500 900
<b>Créances sur la clientèle</b>	<b>26 997 124</b>	<b>27 142 112</b>
- Crédits de trésorerie et à la consommation	2 525 756	2 230 454
- Crédits à l'équipement	1 029 911	808 808
- Crédits immobiliers	22 534 549	23 190 476
- Autres crédits	906 908	912 374
<b>Créances acquises par affacturage</b>	-	-
<b>Titres de transaction et de placement</b>	<b>496 138</b>	<b>1 330 334</b>
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	1 213 431
- Autres titres de créance	61 600	39 186
- Titres de propriété	434 538	77 717
<b>Autres actifs</b>	<b>716 234</b>	<b>673 484</b>
<b>Titres d'investissement</b>	<b>3 521 808</b>	<b>2 220 549</b>
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	3 521 808	2 220 549
- Autres titres de créance	-	-
<b>Titres de participation et emplois assimilés</b>	<b>865 570</b>	<b>862 735</b>
<b>Créances subordonnées</b>	-	-
<b>Immobilisations données en crédit-bail et en location</b>	-	-
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>170 183</b>	<b>133 456</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>1 333 125</b>	<b>1 028 693</b>
<b>Total de l'Actif</b>	<b>37 453 260</b>	<b>36 483 420</b>

#### BILAN AU 31/12/2014

(en milliers MAD)

LIBELLÉ	31/12/2014	31/12/2013
<b>Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux</b>		
<b>Dettes envers les établissements de crédit et assimilés</b>	<b>2 153 468</b>	<b>2 581 782</b>
- A vue	109 922	52 942
- A terme	2 043 546	2 528 840
<b>Dépôts de la clientèle</b>	<b>20 027 439</b>	<b>20 425 330</b>
- Comptes à vue créditeurs	11 982 465	11 362 502
- Comptes d'épargne	3 737 544	3 380 664
- Dépôts à terme	3 838 267	5 147 854
- Autres comptes créditeurs	469 163	534 310
<b>Titres de créance émis</b>	<b>9 621 146</b>	<b>8 018 987</b>
- Titres de créance négociables	6 598 394	4 666 264
- Emprunts obligataires	1 370 556	1 477 425
- Autres titres de créance émis	1 652 196	1 875 299
<b>Autres passifs</b>	<b>1 040 017</b>	<b>874 731</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>256 588</b>	<b>299 004</b>
<b>Provisions réglementées</b>	-	-
<b>Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie</b>	-	-
<b>Dettes subordonnées</b>	-	-
<b>Ecart de réévaluation</b>	-	-
<b>Réserves et primes liées au capital</b>	<b>903 618</b>	<b>880 678</b>
<b>Capital</b>	<b>2 660 809</b>	<b>2 660 809</b>
- Actionnaires. Capital non versé (-)	-	-
<b>Report à nouveau (+/-)</b>	<b>320 037</b>	<b>283 309</b>
<b>Résultats nets en instance d'affectation (+/-)</b>	-	-
<b>Résultat net de l'exercice (+/-)</b>	<b>470 138</b>	<b>458 789</b>
<b>Total du passif</b>	<b>37 453 260</b>	<b>36 483 420</b>



### COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2014

#### HORS BILAN

(en milliers MAD)

Libellé	Déc-14	Déc-13
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>	<b>4 268 160</b>	<b>3 454 421</b>
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	150 689	189 041
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	3 507 042	2 955 134
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	849	869
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	609 580	309 378
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>	<b>5 212 626</b>	<b>4 640 061</b>
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	625
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	5 212 626	4 639 436
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-

#### ETAT DES SOLDES DE GESTION

(en milliers MAD)

Libellé	DEC-14	DEC-13
+ Intérêts et produits assimilés	1 916 938	1 963 558
- Intérêts et charges assimilées	791 015	779 467
<b>MARGE D'INTERET</b>	<b>1 125 923</b>	<b>1 184 091</b>
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
<b>Résultat des opérations de crédit-bail et de location</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
+ Commissions perçues	181 861	160 528
- Commissions servies	6 539	5 164
<b>Marge sur commissions</b>	<b>175 323</b>	<b>155 364</b>
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	-	200
+ Résultat des opérations sur titres de placement	9 989	1 480
+ Résultat des opérations de change	17 925	13 945
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
<b>Résultat des opérations de marché</b>	<b>27 914</b>	<b>15 625</b>
+ Divers autres produits bancaires	170 168	118 258
- Diverses autres charges bancaires	37 752	35 135
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>1 461 575</b>	<b>1 438 202</b>
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	-100	389
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	33 550	62 203
- Autres charges d'exploitation non bancaire	9 643	10 407
- Charges générales d'exploitation	888 699	784 976
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>596 683</b>	<b>705 413</b>
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffr	110 039	-15 119
+ Autres dotations nettes de reprises aux provisions	24 638	-4 648
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>731 360</b>	<b>685 646</b>
<b>RESULTAT NON COURANT</b>	<b>-12 115</b>	<b>39 504</b>
- Impôts sur les résultats	249 107	266 361
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>470 138</b>	<b>458 789</b>

#### CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

DEC-14 DEC-13

<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>470 138</b>	<b>458 789</b>
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	138 024	94 985
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	100	111
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	45 172	19 366
+ Dotations aux provisions réglementées	-	-
+ Dotations non courantes	-	-
- Reprises de provisions	56 039	11 844
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	6 064	11 481
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	9 643	10 407
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	-
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	530
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
<b>+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>600 974</b>	<b>560 862</b>
- Bénéfices distribués	399 121	372 513
<b>AUTOFINANCEMENT</b>	<b>201 852</b>	<b>188 349</b>

#### TABEAU DES PLUS ET MOINS VALUES / CESSIONS DES IMMOBILISATIONS AU 31/12/2014

(en milliers MAD)

Indications des derogations	valeur comptable brute	Cumul des amortissements et / ou des provisions pour dépréciation	Valeur comptable nette	Produit de la cession	Plus-value de cession	Moins-value de cession
Immobilisation corporelles hors exploitation	15 929	-	15 929	20 124	4 195	
Immobilisation incorporelles hors exploitation						
Immobilisation corporelles d'exploitation	16 135	8 358	7 777	3		7 774
Immobilisation incorporelles d'exploitation						
<b>TOTAL</b>	<b>32 064</b>	<b>8 358</b>	<b>23 706</b>	<b>20 127</b>	<b>4 195</b>	<b>7 774</b>

#### COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

(en milliers MAD)

Libellé	31/12/14	31/12/13
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>2 299 159</b>	<b>2 263 713</b>
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	32 024	15 233
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 741 466	1 817 428
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	143 448	130 897
Produits sur titres de propriété	153 313	98 392
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Commissions sur prestations de service	178 159	157 040
Autres produits bancaires	50 749	44 723
<b>CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>837 585</b>	<b>825 511</b>
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les tablissements de crédit	63 149	86 184
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	306 358	316 698
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	421 507	376 585
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Autres charges bancaires	46 570	46 044
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>1 461 575</b>	<b>1 438 202</b>
Produits d'exploitation non bancaire	33 550	62 203
Charges d'exploitation non bancaire	9 643	10 937
<b>CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION</b>	<b>888 699</b>	<b>784 976</b>
Charges de personnel	430 039	412 260
Impôts et taxes	25 803	24 562
Charges externes	268 944	227 486
Autres charges générales d'exploitation	25 889	25 683
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	138 024	94 985
<b>DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURABLES</b>	<b>279 264</b>	<b>502 977</b>
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	213 769	215 643
Pertes sur créances irrécouvrables	19 141	265 099
Autres dotations aux provisions	46 354	22 235
<b>REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES</b>	<b>413 841</b>	<b>484 130</b>
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	219 217	442 144
Récupérations sur créances amorties	123 732	23 479
Autres reprises de provisions	70 892	18 507
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>731 360</b>	<b>685 646</b>
Produits non courants	22 975	62 049
Charges non courantes	35 090	22 546
<b>RESULTAT AVANT IMPOTS</b>	<b>719 245</b>	<b>725 150</b>
Impôts sur les résultats	249 107	266 361
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>470 138</b>	<b>458 789</b>

#### ETAT DES DEROGATIONS AU 31/12/2014

(en milliers MAD)

Indications des derogations	Justifications des derogations	Influence des derogations sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I- Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
II. - Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NEANT	NEANT

#### PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
<b>Produits sur titres de placement (de propriété)</b>	<b>116 157</b>	-
- Dividendes sur titres OPCVM	-	-
- Dividendes sur autres titres de propriétés	441	-
- Autres produits sur titres de propriété	115 716	-
<b>Produits sur titres de participation et emplois assimilés</b>	<b>37 156</b>	-
- Dividendes sur titres de participation	37 156	-
- Dividendes sur participations liées	-	-
- Autres produits sur titres de propriété	-	-

#### ETATS NEANTS

Code Etat	APPELATION
B07	CREANCES SUBORDONNEES.
B08	IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT. ET EN LOCATION SIMPLE
B15	SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE.
B16	DETTES SUBORDONNEES.
B19	ENGAGEMENTS SUR TITRES. PASSIF EVENTUEL.
C7	TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS.

### COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2014

#### TITRES DE PARTICIPATIONS ET EMPLOIS ASSIMILÉS

(en milliers MAD)

Société	Secteur d'activité	Capital social	Valeur nominale	Nbre d'actions détenues	Taux de participation	Valeur comptable brute	Provisions	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice en 1000 dh			Produits inscrits au CPC
									Date d'arrêté	Situation nette	Résultat net	
Participations dans des entreprises liées						824 972	-	824 972				28 066
MAROCLEASING	Crédit bail	277 676	100	944 417	34,01%	519 341	-	519 341	31/12/13	797 225	52 995	14 166
SOFAC	Crédit à la consommation	141 666	100	857 090	60,50%	303 414	-	303 414	31/12/13	196 546	1 399	
MAGHREB TITRISATION	Titrisation de créances	5 000	100	12 167	24,33%	1 217	-	1 217	31/12/13	10 684	1 441	
CIH COURTAGE	Cabinet captif d'assurances	1 000	100	1 000 000	100,00%	1 000	-	1 000	31/12/13	15 109	11 616	13 900
Autres titres de participations						242 134	201 536	40 598				9 090
NEW SALAM	Sté hôtelière	215 000	100	2 150 000	65,12%	140 000	140 000	-				
LE TIVOLI	Sté hôtelière	83 568	100	746 753	89,36%	67 856	40 000	27 856	31/12/13	-556	-28 870	
PALM-BAY	Sté d'aménagement	100 000	1 000	85 000	85,00%	10 000	10 000	-				
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	Monétique	100 000	100	70 000	7,00%	7 000	-	7 000	31/12/13	246 692	127 709	8 400
LES HOTELS MAHD SALAM (ex SI NATHALIE)	Filiale immobilière	3 000	100	30 000	100,00%	5 194	5 194	-	31/12/13	2 293	-126	
SICOPAR	Sté de travaux de construction	37 000	500	7 423	10,03%	3 737	3 737	-				
IDMAJ SAKAN	Immobilier	20 000	100	20 000	10,00%	2 000	-	2 000	31/12/13	46 632	2 588	
L'IMMOBILIERE INTERBANCAIRE	Siège GPBM	19 000	100	12 670	6,67%	1 267	-	1 267	31/12/13	21 398	241	
SOCIETE DE BOURSE MSIN	Sté de bourse	10 000	100	10 000	10,00%	1 000	-	1 000	31/12/13	10 483	-2 006	
SIDETSA	Sté hôtelière	6 100	100	9 150	15,00%	915	915	-				
INTERBANK	Monétique	11 500	100	6 900	6,00%	690	-	690	31/12/13	24 999	11 350	690
DAR AD-DAMANE	Sté de cautionnement	75 000	250	2 000	0,67%	500	-	500	31/12/13	224 529	1 211	
FONDS DE GARANTIE DE DAR AD DAMANE	Fonds de garantie	-	-	-	-	750	750	-				
SED FES	Sté d'aménagement	10 000	100	5 000	5,00%	375	375	-				
IMEG C/C	Travaux infrmatiques	2 100	100	3 000	14,29%	300	300	-				
MAROCLEAR	Dépositaire central	20 000	1000	275	1,38%	275	-	275	31/12/13	258 079	18 110,20	
RHOSN ENNAKHIL	Sté hôtelière	100	100	1 000	100,00%	200	200	-	31/12/13	-64	-13,70	
SUD LUXE	Sté hôtelière	300	100	450	15,00%	45	45	-				
SIDI IFNI	Sté d'aménagement	100	100	200	20,00%	20	20	-				
SMIT	Sté d'aménagement	100 000	100	219	0,02%	10	-	10	31/12/13	307 054	-26 993,87	
ADER-FES	Sté de développement régional	35 000	100	1	0,00%	0	-	-				
Emplois assimilés						111	111	-				
Dotations aux filiales						111	111	-				
TOTAL		-	-	-	-	1 067 216	201 647	865 569				37 156

#### IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

(en milliers MAD)

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut au début de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	243 608	70 323	13 140	300 791	110 152	20 456	-	130 608	170 183
Droit au bail	68 559	2 250	-	70 809	100	-	-	100	70 709
Immobilisations en recherche et développement		-	-			-	-		
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	170 549	68 073	13 140	225 482	105 552	20 456	-	126 008	99 474
Immobilisations incorporelles hors exploitation	4 500		-	4 500	4 500	-	-	4 500	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 405 805	133 870	29 792	1 509 883	884 149	62 328	8 422	938 054	571 829
IMMEUBLES D'EXPLOITATION	526 477	41 159	-	567 636	227 871	19 513	-	247 384	320 252
Terrain d'exploitation	13 272	-	-	13 272	-	-	-	-	13 272
Immeubles d'exploitation. Bureaux	511 552	41 159	-	552 711	226 779	19 447	-	246 225	306 486
Immeubles d'exploitation. Logements de fonction	1 653	-	-	1 653	1 092	66	-	1 158	495
MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	441 265	22 952	384	463 832	390 038	16 361	16	406 383	57 450
Mobilier de bureau d'exploitation	69 650	2 683	-	72 334	51 468	3 395	-	54 863	17 471
Matériel de bureau d'exploitation	49 757	1 064	-	50 821	43 937	1 438	-	45 375	5 445
Matériel Informatique	308 114	18 055	384	325 785	280 948	11 406	16	292 338	33 447
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	5 732	1 149	-	6 882	5 674	121	-	5 795	1 087
Autres matériels d'exploitation	8 011	-	-	8 011	8 011	-	-	8 011	-
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION	438 063	69 760	29 408	478 415	266 239	26 454	8 406	284 288	194 127
IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITATION	594 095	323 553	15 929	901 719	90 053	55 240	1 876	143 417	758 302
Terrains hors exploitation	158 353	121 677	2 108	277 923	11 300	-	-	11 300	266 623
Immeubles hors exploitation	396 239	198 350	13 821	580 768	59 873	52 263	1 876	110 261	470 507
Mobilier et matériel hors exploitation	18 656	2 492	-	21 148	13 297	992	-	14 289	6 860
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	20 847	1 033	-	21 880	5 583	1 985	-	7 568	14 312
ECART DE FUSION ACTIF	2 994	-	-	2 994	-	-	-	-	2 994
TOTAL	2 246 502	527 746	58 860	2 715 387	1 084 353	138 024	10 297	1 212 080	1 503 308

#### RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHÉ

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Gains sur titres de transaction	-	-
Perte sur titres de transaction	-	-
<b>Résultat sur titres de transaction</b>	-	-
Plus-values de cession sur titres de placement	4 047	-
Moins-values de cession sur titres de placement	-	-
<b>Résultat sur titres de placement</b>	<b>4 047</b>	-
Produits sur engagement sur titres	-	-
Charges sur engagement sur titres	-	-
<b>Résultat sur engagements sur titres</b>	-	-
Produits sur engagement sur produits dérivés	-	-
Charges sur engagement sur produits dérivés	-	-
<b>Résultat sur engagements sur produits dérivés</b>	-	-
Produits sur opérations de change	22 915	-
Charges sur opérations de change	1 288	-
<b>Résultat sur opérations de change</b>	<b>21 627</b>	-

#### VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU PAR POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE DU 01 JANVIER 2014 AU 31 DECEMBRE 2014

##### 1. VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE

En KDH

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- Activité bancaire	1 461 575	596 683	719 245
- Autres activités	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 461 575</b>	<b>596 683</b>	<b>719 245</b>

##### 2. VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

En KDH

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- MAROC	1 461 575	596 683	719 245
- Autres zones	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 461 575</b>	<b>596 683</b>	<b>719 245</b>



### COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2014

#### TITRES DE CREANCES EMIS AU 31/12/2014

(en milliers MAD)

NATURE DES TITRES	DATE	TX %	Durée (ans)	MODE REMBOURSEMENT	TVA	ECH 2014	ECH FINALE	MONTANT EMIS	MONTANT NON AMORTI	IC NE	MT NON AMORTI + IC NE
EMP OBLIGATAIRES	21/04/03	6,20	15	AMORT. CONSTANT	N	21/04/14	21/04/18	649 950	160 000	6 930	166 930
EMP OBLIGATAIRES	11/06/04	5,32	15	AMORT. CONSTANT	N	11/06/14	11/06/19	542 850	166 650	4 955	171 605
EMP OBLIGATAIRES	08/05/12	5,30	10	IN FINE	N	08/05/14	08/05/22	615 000	615 000	21 254	636 254
EMP OBLIGATAIRES	08/05/12	4,50	10	IN FINE	N	08/05/14	08/05/22	385 000	385 000	10 767	395 767
<b>SOUS TOTAL EMPRUNTS OBLIGATAIRES</b>								<b>2 192 800</b>	<b>1 326 650</b>	<b>43 906</b>	<b>1 370 556</b>
BONS HBM LT	01/08/00	6,67	18	Annuités constantes	N	01/08/14	01/08/18	171 920	56 943	1 592	58 535
BONS HBM LT	01/11/00	7,38	18	Annuités constantes	N	01/11/14	01/11/18	60 000	20 585	254	20 838
BONS HBM LT	02/05/01	6,95	18	Annuités constantes	N	02/05/14	02/05/19	129 270	52 572	2 443	55 015
BONS HBM LT	02/08/00	6,67	18	Annuités constantes	N	02/08/14	02/08/18	6 640	2 199	61	2 260
BONS HBM LT	02/09/02	6,94	18	Annuités constantes	N	02/09/14	02/09/20	130 770	61 812	1 422	63 234
BONS HBM LT	05/03/00	6,68	18	Annuités constantes	N	05/03/14	05/03/18	240	80	4	84
BONS HBM LT	05/05/01	6,95	18	Annuités constantes	N	05/05/14	05/05/19	29 100	11 835	543	12 378
BONS HBM LT	06/03/00	6,68	18	Annuités constantes	N	06/03/14	06/03/18	118 260	39 190	2 159	41 349
BONS HBM LT	06/05/01	6,95	18	Annuités constantes	N	06/05/14	06/05/19	63 240	25 719	1 175	26 894
BONS HBM LT	07/03/00	6,68	18	Annuités constantes	N	07/03/14	07/03/18	7 770	2 575	141	2 716
BONS HBM LT	07/05/01	6,95	18	Annuités constantes	N	07/05/14	07/05/19	7 770	3 160	144	3 304
BONS HBM LT	08/03/00	6,68	18	Annuités constantes	N	08/03/14	08/03/18	43 800	14 515	794	15 309
BONS HBM LT	10/04/04	5,83	18	Annuités constantes	N	10/04/14	10/04/22	150 000	85 507	3 633	89 140
BONS HBM LT	11/02/02	7,16	18	Annuités constantes	N	11/02/14	11/02/20	150 000	71 547	4 547	76 095
BONS HBM LT	11/03/00	6,68	18	Annuités constantes	N	11/03/14	11/03/18	2 670	885	48	933
BONS HBM LT	12/03/00	6,68	18	Annuités constantes	N	12/03/14	12/03/18	4 980	1 650	89	1 739
BONS HBM LT	13/03/05	5,49	18	Annuités constantes	N	13/03/14	13/03/23	250 000	154 497	6 832	161 329
BONS HBM LT	13/05/01	6,95	18	Annuités constantes	N	13/05/14	13/05/19	22 200	9 028	401	9 429
BONS HBM LT	13/07/05	5,31	18	Annuités constantes	N	13/07/14	13/07/23	242 700	149 103	3 731	152 834
BONS HBM LT	13/12/00	7,38	18	Annuités constantes	N	13/12/14	13/12/18	1 290	443	2	444
BONS HBM LT	17/01/04	5,89	18	Annuités constantes	N	17/01/14	17/01/22	100 000	57 127	3 217	60 344
BONS HBM LT	18/10/00	7,38	18	Annuités constantes	N	18/10/14	18/10/18	100 000	34 308	520	34 828
BONS HBM LT	20/01/04	5,83	18	Annuités constantes	N	20/01/14	20/01/22	381 400	217 430	12 016	229 446
BONS HBM LT	20/11/01	6,89	18	Annuités constantes	N	20/11/14	20/11/19	400	162	1	164
BONS HBM LT	21/07/01	6,89	18	Annuités constantes	N	21/07/14	21/07/19	116 400	47 209	1 461	48 670
BONS HBM LT	23/10/00	7,38	18	Annuités constantes	N	23/10/14	23/10/18	50 000	17 154	243	17 397
BONS HBM LT	23/10/01	7,04	18	Annuités constantes	N	23/10/14	23/10/19	100 000	40 835	551	41 386
BONS HBM LT	24/10/01	7,04	18	Annuités constantes	N	24/10/14	24/10/19	150 000	61 253	815	62 068
BONS HBM LT	25/10/00	7,38	18	Annuités constantes	N	25/10/14	25/10/18	40 000	13 723	189	13 912
BONS HBM LT	26/11/00	7,38	18	Annuités constantes	N	26/11/14	26/11/18	58 400	20 036	146	20 181
BONS HBM LT	26/11/01	6,89	18	Annuités constantes	N	26/11/14	26/11/19	295 800	119 969	815	120 784
BONS HBM LT	27/04/02	7,13	18	Annuités constantes	N	27/04/14	27/04/20	320	152	7	160
BONS HBM LT	27/08/00	6,67	18	Annuités constantes	N	27/08/14	27/08/18	86 950	28 799	668	29 468
BONS HBM LT	28/05/02	7,10	18	Annuités constantes	N	28/05/14	28/05/20	58 400	27 787	1 178	28 966
BONS HBM LT	30/04/02	7,13	18	Annuités constantes	N	30/04/14	30/04/20	178 240	84 913	4 080	88 993
BONS HBM LT	31/12/01	7,15	18	Annuités constantes	N	31/12/14	31/12/19	150 000	61 558	12	61 570
<b>SOUS TOTAL BONS HBM A LONG TERME</b>								<b>3 458 930</b>	<b>1 596 258</b>	<b>55 937</b>	<b>1 652 196</b>
CDN	19/07/11	4,60	5	IN FINE	N	19/07/14	19/07/16	300 000	300 000	6 276	306 276
CDN	12/12/11	4,55	4	IN FINE	N	12/12/14	12/12/15	100 000	100 000	249	100 249
CDN	30/03/12	4,55	3	IN FINE	N	30/03/14	30/03/15	30 000	30 000	1 036	31 036
CDN	29/05/12	4,19	7	IN FINE	N	29/05/14	29/05/19	5 000	5 000	118	5 118
CDN	31/07/13	5,60	5	IN FINE	N	31/07/14	31/07/18	150 000	150 000	3 544	153 544
CDN	24/12/13	5,12	2	IN FINE	N	24/12/14	24/12/15	300 000	300 000	337	300 337
CDN	25/12/13	5,66	5	IN FINE	N	25/12/14	25/12/18	100 000	100 000	109	100 109
CDN	23/01/14	5,53	5	IN FINE	N	23/01/14	23/01/19	100 000	100 000	5 197	105 197
CDN	11/02/14	4,05	1	IN FINE	N	11/02/14	10/02/15	579 500	579 500	21 123	600 623
CDN	11/02/14	4,50	2	IN FINE	N	11/02/14	11/02/16	615 000	615 000	24 566	639 566
CDN	10/03/14	4,25	2	IN FINE	N	10/03/14	10/03/16	250 000	250 000	8 646	258 646
CDN	01/04/14	4,50	1	IN FINE	N	01/04/14	31/03/15	20 000	20 000	0	20 000
CDN	09/05/14	3,60	1	IN FINE	N	09/05/14	08/05/15	100 000	100 000	2 370	102 370
CDN	21/05/14	3,55	1	IN FINE	N	21/05/14	20/05/15	30 000	30 000	666	30 666
CDN	22/05/14	4,42	5	IN FINE	N	22/05/14	22/05/19	707 000	707 000	19 178	726 178
CDN	22/05/14	3,80	2	IN FINE	N	22/05/14	22/05/16	10 000	10 000	233	10 233
CDN	22/05/14	3,60	1	IN FINE	N	22/05/14	21/05/15	483 000	483 000	10 819	493 819
CDN	05/06/14	4,50	1	IN FINE	N	05/06/14	04/06/15	8 000	8 000	210	8 210
CDN	18/06/14	3,55	1	IN FINE	N	18/06/14	17/06/15	300 000	300 000	5 828	305 828
CDN	26/06/14	4,05	3	IN FINE	N	26/06/14	26/06/17	130 000	130 000	2 726	132 726
CDN	26/06/14	3,48	1	IN FINE	N	26/06/14	25/06/15	50 000	50 000	914	50 914
CDN	15/07/14	4,50	1	IN FINE	N	15/07/14	14/07/15	10 000	10 000	0	10 000
CDN	17/07/14	3,80	1	IN FINE	N	17/07/14	15/01/15	2 000	2 000	0	2 000
CDN	04/08/14	3,85	1	IN FINE	N	04/08/14	02/02/15	3 000	3 000	0	3 000
CDN	19/09/14	4,50	1	IN FINE	N	19/09/14	18/09/15	50 000	50 000	650	50 650
CDN	26/09/14	4,00	1	IN FINE	N	26/09/14	25/09/15	10 000	10 000	0	10 000
CDN	01/10/14	3,25	1	IN FINE	N	01/10/14	01/04/15	1 000	1 000	0	1 000
CDN	08/10/14	4,00	1	IN FINE	N	08/10/14	07/10/15	1 600	1 600	0	1 600
CDN	16/10/14	3,70	3	IN FINE	N	16/10/14	16/10/17	200 000	200 000	1 561	201 561
CDN	16/10/14	3,45	2	IN FINE	N	16/10/14	16/10/16	220 000	220 000	1 601	221 601
CDN	16/10/14	3,25	1	IN FINE	N	16/10/14	15/10/15	180 000	180 000	1 251	181 251
CDN	17/10/14	4,00	1	IN FINE	N	17/10/14	17/04/15	6 000	6 000	0	6 000
CDN	03/11/14	3,91	5	IN FINE	N	03/11/14	03/11/19	300 000	300 000	1 896	301 896
CDN	13/11/14	3,34	2	IN FINE	N	13/11/14	13/11/16	270 000	270 000	1 211	271 211
CDN	13/11/14	3,54	3	IN FINE	N	13/11/14	13/11/17	830 000	830 000	3 944	833 944
CDN	26/11/14	3,80	1	IN FINE	N	26/11/14	27/05/15	8 000	8 000	0	8 000
CDN	08/12/14	4,20	1	IN FINE	N	08/12/14	07/12/15	13 000	13 000	36	13 036
<b>SOUS TOTAL CERTIFICATS DE DEPOT</b>								<b>6 472 100</b>	<b>6 472 100</b>	<b>126 294</b>	<b>6 598 394</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>								<b>12 123 830</b>	<b>9 395 008</b>	<b>226 137</b>	<b>9 621 146</b>

### COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2014

#### DETAIL DES AUTRES ACTIFS AU 31/12/2014

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Instruments optionnels	-
<b>Opérations diverses sur titres(débiteur)</b>	<b>6 174</b>
Sommes réglées à récupérer auprès des émetteurs	-
Autres comptes de règlement relatif aux opérations sur titres	6 174
<b>Débiteurs divers</b>	<b>596 910</b>
- Sommes dues par l'Etat	577 014
- Sommes dues par les organismes de prévoyance	-
- Sommes diverses dues par le personnel	901
- Comptes clients de prestations non bancaire	-
- Divers autres débiteurs	18 995
<b>Valeurs et emplois divers</b>	<b>1 279</b>
- Valeurs et emplois divers	1 279
<b>Comptes d'ajustement de hors bilan(débiteur)</b>	<b>178</b>
<b>Comptes d'écart sur devises et titres(débiteur)</b>	<b>-</b>
Pertes potentielles sur opérations de couverture non dénouées	-
Pertes à étaler sur opérations de couvertures dénouées	-
<b>Charges à répartir sur plusieurs exercices</b>	<b>45 618</b>
"Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (débiteur)»	-
<b>Produits à recevoir et charges constatées d'avance</b>	<b>59 745</b>
- Produits à recevoir	55 721
- Charges constatées d'avance	4 024
<b>Comptes transitoires ou d'attente débiteurs</b>	<b>8 117</b>
<b>Créances en souffrance sur opérations diverses</b>	<b>93 792</b>
<b>Provisions pour créances en souffrance sur opérations diverses</b>	<b>95 579</b>
<b>TOTAL</b>	<b>716 234</b>

#### DETAIL DES AUTRES PASSIFS AU 31/12/2014

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Instruments optionnels vendus	-
Comptes de règlement d'Opérations sur titres	154
Dettes sur titres	-
Versement à effectuer sur titres non libérés	-
Provisions pour service financier aux émetteurs	-
Sommes réglées par la clientèle à reverser aux émetteurs	-
<b>Créditeurs divers</b>	<b>714 775</b>
- Sommes dues à l'Etat	657 435
- Sommes dues aux organismes de prévoyance	16 817
- Sommes diverses dues aux actionnaires et associés.	203
- Sommes dues au personnel	8 629
- Fournisseurs de biens et service	9 852
- Divers autres Créditeurs	21 839
<b>Comptes d'ajustement de hors bilan</b>	<b>454</b>
<b>Comptes d'écart sur devises et titres</b>	<b>-</b>
Gains potentiels sur opérations de couverture non dénouées	-
Gains à étaler sur opérations de couvertures dénouées	-
<b>Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (créditeur)</b>	<b>1 587</b>
<b>Charges à payer et produits constatés d'avance</b>	<b>135 252</b>
- Charges à payer	135 252
- Produits constatés d'avance	-
<b>Comptes transitoires ou d'attente créditeurs</b>	<b>187 796</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 040 017</b>

#### VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

(en milliers MAD)

	D≤1 mois	1 mois<D≤ 3 mois	3 mois<D≤ 1 an	1 an <D≤5 ans	D> 5 ans	TOTAL
<b>ACTIF</b>						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	422 713	306 667	10 000	60 000	80 000	879 379
Créances sur la clientèle	728 894	258 341	6 257 614	2 458 048	15 437 966	25 140 863
Titres de créance	2 000	191 303	577 250	2 391 620	295 640	3 457 813
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 153 607</b>	<b>756 311</b>	<b>6 844 864</b>	<b>4 909 668</b>	<b>15 813 606</b>	<b>29 478 056</b>
<b>PASSIF</b>						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 300 205	-	-	609 418	119 667	2 029 290
Dettes envers la clientèle	554 784	1 635 234	1 465 279	144 742	-	3 800 039
Titres de créance émis	29 897	767 520	1 877 764	5 350 175	1 369 652	9 395 008
Emprunts subordonnés	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 884 886</b>	<b>2 402 754</b>	<b>3 343 043</b>	<b>6 104 335</b>	<b>1 489 319</b>	<b>15 224 337</b>

#### ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

(en milliers MAD)

ENGAGEMENTS	31/12/14	31/12/13
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES</b>	<b>4 277 723</b>	<b>3 461 669</b>
<b>Engagements de financement en faveur d'établissement de crédit et assimilés</b>	<b>150 689</b>	<b>189 041</b>
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	150 689	189 041
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
<b>Engagements de financement en faveur de la clientèle</b>	<b>3 507 042</b>	<b>2 955 134</b>
Crédits documentaires import	34 100	4 962
Acceptations ou engagements de payer	26 761	87 901
Ouvertures de crédit confirmés	3 210 432	2 861 471
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	235 749	800
<b>Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>849</b>	<b>869</b>
Crédits documentaires export confirmés	849	869
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Garanties de crédits données	-	-
Autres cautions, avals et garanties donnés	-	-
Engagements en souffrance	-	-
<b>Engagements de garantie d'ordre de la clientèle</b>	<b>619 143</b>	<b>316 625</b>
Garanties de crédits données	144 519	8 192
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	192 207	258 444
Autres cautions et garanties donnés	272 854	42 741
Engagements en souffrance	9 563	7 248
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS</b>	<b>5 212 626</b>	<b>4 640 060</b>
<b>Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Ouvertures de crédit confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Autres engagements de financement reçus	-	-
<b>Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>-</b>	<b>625</b>
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	625
<b>Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers</b>	<b>5 212 626</b>	<b>4 639 435</b>
Garanties de crédits	5 212 626	4 639 435
Autres garanties reçues	-	-

#### VENTILATION DE L'ACTIF, PASSIF ET HORS BILAN EN MONNAIES ETRANGERES

(en milliers MAD)

DESIGNATION	MONTANT
<b>ACTIF :</b>	
Valeurs en caisse,Banques centrales,Trésor public, Service des chèques postaux	8 443
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	531 135
Créances sur la clientèle	-
Autres actifs	152
Titres de participation et emplois assimilées	-
Créances subordonnées	-
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>539 730</b>
<b>PASSIF:</b>	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	117
Dépôts de la clientèle	36 571
Autres passifs	124
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>36 812</b>
<b>HORS-BILAN:</b>	
ENGAGEMENTS DONNES	9 936
ENGAGEMENTS RECUS	29 896



### COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2014

#### TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE DU 01 JANVIER 2014 AU 31 DECEMBRE 2014 (en milliers MAD)

	30/12/14	31/12/13
Produits d'exploitation bancaire perçus	2 254 630	2 226 406
Récupérations sur créances amorties	123 732	23 479
Produits d'exploitation non bancaire perçus	50 460	112 771
Charges d'exploitation bancaire versées	(855 735)	(1 088 991)
Charges d'exploitation non bancaire versées	(35 090)	(22 546)
Charges générales d'exploitation versées	(750 675)	(689 991)
Impôts sur les résultats versés	(249 107)	(266 361)
<b>Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges</b>	<b>538 216</b>	<b>294 769</b>
<b>Variation de :</b>		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	(622 373)	(577 129)
Créances sur la clientèle	133 024	263 593
Titres de transaction et de placement	840 138	2 208 079
Autres actifs	(45 055)	(204 955)
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	(428 314)	637 546
Dépôts de la clientèle	(397 891)	1 914 853
Titres de créance émis	1 602 158	(518 288)
Autres passifs	165 286	(28 851)
<b>Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation</b>	<b>1 246 974</b>	<b>3 694 847</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION</b>	<b>1 785 190</b>	<b>3 989 616</b>
Produit des cessions d'immobilisations financières	-	500
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	20 127	75 397
Acquisition d'immobilisations financières	(1 304 193)	(2 231 086)
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	(500 949)	(103 542)
Intérêts perçus		
Dividendes perçus	37 597	34 895
<b>FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>(1 747 418)</b>	<b>(2 223 835)</b>
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
Emission de dettes subordonnées	-	-
Emission d'actions	-	-
Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
Intérêts versés	-	-
Dividendes versés	(399 121)	(372 513)
<b>FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>	<b>(399 121)</b>	<b>(372 513)</b>
<b>VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE</b>	<b>(361 350)</b>	<b>1 393 267</b>
<b>TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>2 450 408</b>	<b>1 057 140</b>
<b>TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>2 089 058</b>	<b>2 450 408</b>

#### VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR (en milliers MAD)

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés financiers	non financiers	Total 31/12/14	Total 31/12/13
<b>TITRES COTES</b>	-	-	1 686	2 313	3 999	4 711
Bons du trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	1 686	2 313	3 999	4 711
<b>TITRES NON COTES</b>	-	3 406 924	411 113	61 600	3 879 638	3 486 056
Bons du trésor et valeurs assimilées	-	3 406 924	-	-	3 406 924	3 387 380
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	61 600	61 600	38 500
Titres de propriété	-	-	411 113	-	411 113	60 176
ICNE	-	114 883	19 426	-	134 309	60 117
<b>TOTAL</b>	-	3 521 808	432 226	63 913	4 017 946	3 550 884

#### DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES (en milliers MAD)

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/14	Total 31/12/13
<b>COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS</b>	-	-	79 140	364	79 504	9 712	
<b>VALEURS DONNEES EN PENSION</b>	1 300 205	-	-	-	1 300 205	2 047 411	
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-	
- à terme	1 300 205	-	-	-	1 300 205	2 047 411	
<b>EMPRUNTS DE TRESORERIE</b>	-	400 000	-	-	400 000	470 000	
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-	
- à terme	-	400 000	-	-	400 000	470 000	
<b>EMPRUNTS FINANCIERS</b>	-	333 052	-	-	333 052	3 967	
<b>AUTRES DETTES</b>	-	30 418	-	-	30 418	43 230	
<b>INTERETS COURUS A PAYER</b>	632	4 940	4 717	-	10 289	7 462	
<b>TOTAL</b>	1 300 837	768 410	83 857	364	2 153 468	2 581 782	

#### ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES AU 31/12/2014 (en milliers MAD)

Nature des changements	Justifications des changements	Influence sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I- Changements affectant les méthodes d'évaluation		
II- Changements affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT

#### CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES (en milliers MAD)

CREANCES	Bank Al Maghrib, Trésor public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/14	Total 31/12/13
<b>COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS</b>	1 693 109	870	69 311	311 313	2 074 603	2 190 916
<b>VALEURS RECUES EN PENSION</b>	-	199 989	-	-	199 989	-
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	199 989	-	-	199 989	-
<b>PRETS DE TRESORERIE</b>	-	219 390	300 000	-	519 390	300 000
- à terme	-	-	300 000	-	300 000	-
- au jour le jour	-	219 390	-	-	219 390	300 000
<b>PRETS FINANCIERS</b>	-	-	160 000	-	160 000	200 000
<b>AUTRES CREANCES</b>	-	698	-	429	1 127	16 151
<b>INTERETS COURUS A RECEVOIR</b>	-	1 169	847	-	2 016	901
<b>CREANCES EN SOUFFRANCE</b>	-	-	3	-	3	4
<b>TOTAL</b>	1 693 109	422 117	530 161	311 742	2 957 129	2 707 971

#### CREANCES SUR LA CLIENTELE (en milliers MAD)

CREANCES	Secteur public	Secteur privé Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	Total 31/12/14	Total 31/12/13
<b>CREDITS DE TRESORERIE</b>	-	-	1 637 304	154 465	1 791 769	1 478 587
- Comptes à vue débiteurs	-	-	738 279	29 095	767 374	739 492
- Créances commerciales sur le Maroc	-	-	149 546	-	149 546	58 586
- Crédits à l'exportation	-	-	12 368	-	12 368	9 577
- Autres crédits de trésorerie	-	-	737 111	125 370	862 481	670 932
<b>CREDITS A LA CONSOMMATION</b>	-	-	-	728 835	728 835	748 731
<b>CREDITS A L'EQUIPEMENT</b>	-	-	1 010 009	-	1 010 009	803 977
<b>CREDITS IMMOBILIERS</b>	-	-	6 011 319	16 517 714	22 529 033	23 185 753
<b>AUTRES CREDITS</b>	-	-	3 967	30 812	34 779	48 212
<b>CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE</b>	-	-	-	-	-	-
<b>INTERETS COURUS A RECEVOIR</b>	-	-	19 902	10 669	30 571	12 694
<b>CREANCES EN SOUFFRANCE</b>	-	-	271 687	600 441	872 128	864 158
- Créances pré-douteuses	-	-	107 919	180 673	288 592	175 023
- Créances douteuses	-	-	71 868	84 372	156 240	82 818
- Créances compromises	-	-	91 900	335 396	427 296	606 317
<b>TOTAL</b>	-	-	8 954 188	18 042 936	26 997 124	27 142 112

#### VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT (en milliers MAD)

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
<b>TITRES DE TRANSACTION</b>	-	-	-	-	-	-
Bons du trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
<b>TITRES DE PLACEMENT</b>	479 614	494 274	61 600	17 562	2 902	2 902
Bons du trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	61 600	61 715	61 600	115	-	-
Titres de propriété	418 014	432 559	ND	17 447	2 902	2 902
<b>TITRES D'INVESTISSEMENT</b>	3 406 924	3 521 722	3 407 900	-	-	-
Bons du trésor et valeurs assimilées	3 406 924	3 521 722	3 407 900	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-

#### PROVISIONS (en milliers MAD)

PROVISIONS	Encours 31/12/13	Dotations	Reprises	Autres Variations	Encours 31/12/14
<b>PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR :</b>	1 508 321	261 428	207 728	-	1 562 021
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	19	-	-	-	19
Créances sur la clientèle	1 174 472	210 884	198 921	-	1 186 435
Titres de placement et d'investissement	8 843	991	6 932	-	2 902
Titres de participation et emplois assimilés	201 548	100	-	-	201 648
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-	-
Autres actifs	123 440	49 453	1 875	-	171 018
<b>PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF</b>	299 005	46 897	89 313	-	256 589
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	21 246	643	20 297	-	1 593
Provisions pour risques de change	-	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	215 266	45 172	54 163	-	206 275
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	62 493	1 082	14 853	-	48 722
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
<b>TOTAL GENERAL</b>	1 807 326	308 325	297 041	-	1 818 610

### COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2014

#### CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

AU 31/12/2014

[en milliers MAD]

RUBRIQUE	MONTANT
<b>CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION</b>	<b>888 698</b>
<b>Charges de personnel</b>	<b>430 038</b>
Salaires et appointements	191 769
Primes et Gratifications	73 769
Autres rémunérations du personnel	72 890
Charges d'assurances sociales	48 244
Charges de retraite	25 192
Charges de formation	9 309
Autres charges de personnel	8 865
<b>Impôts et taxes</b>	<b>25 804</b>
Taxe urbaine et taxe d'édilité	6 825
Patente	12 880
Taxes locales	-
Droits d'enregistrement	-
Timbres fiscaux et formules timbrées	5
Taxes sur les véhicules	41
Autres impôts et taxes, droits assimilés	6 053
<b>Charges extérieures</b>	<b>107 991</b>
Loyers de crédit-bail	701
Loyers de location simple	15 893
Frais d'entretien et de réparation	50 648
Rémunération du personnel intérimaire	-
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	26 236
Primes d'assurance	1 714
Frais d'actes et de contentieux	760
Frais électricité, eau, chauffage et combustible	12 039
<b>Transport et déplacement</b>	<b>160 952</b>
Transport et déplacement	20 886
Mission et réception	2 996
Publicité, publication et relations publiques	62 027
Frais postaux & de télécommunication	30 877
Frais de recherche et de documentation	2 065
Frais de conseil et d'assemblée	-
Dons et cotisations	4 119
Fournitures de bureau et imprimés	9 121
Autres charges externes	28 861
<b>Autres charges d'exploitation</b>	<b>25 890</b>
Frais préliminaires	16 313
Frais d'acquisition d'immobilisation	3 605
Autres charges à répartir sur plusieurs exercices	1 672
Pénalités et délits	-
Rappels d'impôts autres qu'impôts sur les résultats	-
Dons libéralités et lots	-
Subventions d'investissement et d'exploitation accordées	-
Charges générales d'exploitation des exercices antérieurs	3 965
Diverses autres charges générales d'exploitation	335
<b>Dotations aux amortissement et aux provisions des immobilisations corporelles et corporelles</b>	<b>138 023</b>
Immobilisations incorporelles d'exploitation	20 456
Immobilisations incorporelles hors exploitation	-
Immobilisations corporelles d'exploitation	62 325
Immobilisations corporelles hors exploitation	8 031
Prov.p/immobilisations incorporelles d'exploitation	-
Prov.p/immobilisations incorporelles hors exploitation	-
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles d'exploitation	-
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles hors exploitation	47 211

#### DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Au 31 / 12 / 2014

En KDH

NATURE	Solde au début de l'exercice1	Operations comptables de l'exercice 2	Declarations TVA de l'exercice3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
<b>A. TVA collectée</b>	<b>140 106</b>	<b>142 499</b>	<b>148 219</b>	<b>134 386</b>
<b>B. TVA à récupérer</b>	<b>13 435</b>	<b>101 005</b>	<b>98 381</b>	<b>16 059</b>
Sur charges	11 178	80 307	77 839	13 646
Sur immobilisations	2 257	20 698	20 542	2 413
<b>C. TVA due ou credit de TVA (A-B)</b>	<b>126 671</b>	<b>41 494</b>	<b>49 838</b>	<b>118 328</b>

#### AUTRES PRODUITS ET CHARGES

[en milliers MAD]

RUBRIQUE	MONTANT
<b>Autres produits bancaires</b>	<b>23 786</b>
Divers autres produits bancaires	16 854
Quote-part sur opérations bancaires faite en commun	-
Produits des exercices antérieurs	-
Divers autres produits bancaires	16 854
Reprise de provisions pour dépréciation des titres de placement	6 932
<b>Autres charges bancaires</b>	<b>38 744</b>
Divers charges sur titres de propriété	-
Frais d'émission des emprunts	-
Autres charges sur opérations sur titres	-
Autres sur prestations de services	-
Divers autres charges bancaires	37 753
Quote-part sur opérations d'exploitation bancaires	-
Cotisation au fonds de garantie des déposants	37 584
Produits rétrocédés	-
Charges des exercices antérieurs	5
Divers autres charges bancaires	164
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement	991
<b>Produits d'exploitation non bancaires</b>	<b>33 550</b>
Produits sur valeurs et emplois assimilés	-
Plus-values de cession sur immobilisations financières	-
Plus-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	6 064
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle même	-
Produits accessoires	7 197
Subventions reçues	-
Autres produits d'exploitation non bancaires	20 289
<b>Charges d'exploitation non bancaires</b>	<b>9 643</b>
Charges sur valeurs et emplois assimilés	-
Moins-values de cession sur immobilisations financières	-
Moins-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	9 643
<b>Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance</b>	<b>213 769</b>
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur établissements de crédit et assimilés	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur clientèle	210 884
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur titres de placement	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur valeurs immobilisées	-
Dotations aux provisions pour autres créances en souffrances	2 242
Dotations aux provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	643
<b>Pertes sur créances irrécouvrables</b>	<b>19 142</b>
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	18 227
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	915
<b>Autres dotations aux provisions</b>	<b>46 354</b>
Dotations aux provisions pour dépréciations des immobilisations financières	100
Dotations aux provisions pour dépréciations des autres risques et charges	46 254
Dotations aux provisions réglementées	-
Dotations aux autres provisions	-
<b>Reprises de provisions pour créances en souffrance</b>	<b>219 217</b>
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les établissements crédit et assimilés	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur la clientèle	198 921
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les titres de placement	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur valeurs immobilisées	-
Reprises de provisions pour autres créances en souffrance	-
Reprises de provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	20 296
<b>Récupération sur créances amorties</b>	<b>123 732</b>
<b>Autres reprises de provisions</b>	<b>70 892</b>
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	1 876
Reprises de provisions pour autres risques et charges	69 016
Reprises de provisions réglementées	-
Reprises de provisions	-
<b>Produits non courants</b>	<b>22 975</b>
Reprises non courantes des amortissements	-
Reprises non courantes des provisions	-
Autres produits non courants	22 975
<b>Charges non courantes</b>	<b>35 090</b>
Dotations non courantes aux amortissements	-
Dotations non courantes aux provisions	-
Autres charges non courantes	35 090



### COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2014

#### COMMISSIONS RECUES ET VERSEES

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	COMMISSIONS	
	E. CREDIT	CLIENTELE
<b>COMMISSIONS RECUES</b>	<b>141</b>	<b>181 721</b>
Commissions sur fonctionnement de compte	-	48 053
Commissions sur moyens de paiement	141	60 347
Commissions sur opérations de titres	-	368
Commissions sur titres en gestion/en dépôt	-	9 012
Commissions sur prestations de service sur crédit	-	50 962
Produits sur activités de conseil et d'assistance	-	-
Autres produits sur prestations de service	-	9 277
Commissions sur moyens de paiement	-	-
Commissions de placement sur le marché primaire	-	-
Commissions de garantie sur le marché primaire	-	-
Commissions sur produits dérivés	-	-
Commissions sur opérations de change virement	-	3 700
Commissions sur opérations de change billet	-	2
<b>COMMISSIONS VERSEES</b>	<b>-</b>	<b>6 539</b>
Charges sur moyens de paiement	-	6 539
Commissions sur achat et vente de titres	-	-
Commissions sur droits de garde de titres	-	-
Commissions et courtages sur opérations de marché	-	-
Commissions sur engagements sur titres	-	-
Commissions sur produits dérivés	-	-
Commissions sur opérations de change virement	-	-
Commissions sur opérations de change billets	-	-

#### DEPOTS DE LA CLIENTELE

(en milliers MAD)

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/14	Total 31/12/13
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	-	4	3 644 099	8 338 362	11 982 465	11 362 502
COMPTES D'EPARGNE	-	-	6 898	3 730 646	3 737 544	3 380 664
DEPOTS A TERME	72 500	456 853	329 801	2 940 885	3 800 039	5 091 528
AUTRES COMPTES CREDITEURS	-	3 288	69 119	396 756	469 163	534 310
INTERETS COURUS A PAYER	1 056	5 995	2 292	28 885	38 228	56 326
<b>TOTAL</b>	<b>73 556</b>	<b>466 140</b>	<b>4 052 209</b>	<b>15 435 534</b>	<b>20 027 440</b>	<b>20 425 330</b>

#### CAPITAUX PROPRES

(en milliers MAD)

CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/13	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/14
<b>Ecart de réévaluation</b>	-	-	-	-
<b>Réserves et primes liées au capital</b>	<b>880 678</b>	<b>22 939</b>	-	<b>903 617</b>
<b>Réserve légale</b>	<b>96 487</b>	<b>22 939</b>	-	<b>119 427</b>
<b>Autres réserves (*)</b>	-	-	-	-
<b>Primes d'émission, de fusion et d'apport</b>	<b>784 191</b>	-	-	<b>784 191</b>
<b>Capital</b>	<b>2 660 808</b>	-	-	<b>2 660 808</b>
Capital appelé	2 660 808	-	-	2 660 808
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	-	-	-	-
<b>Actionnaires. Capital non versé</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Report à nouveau (+/-)</b>	<b>283 309</b>	<b>-283 309</b>	<b>320 037</b>	<b>320 037</b>
<b>Résultats nets en instance d'affectation (+/-)</b>	<b>458 789</b>	<b>-458 789</b>	-	-
<b>Résultat net de l'exercice (+/-)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>470 138</b>	<b>470 138</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4 283 584</b>	<b>-719 159</b>	<b>790 175</b>	<b>4 354 600</b>

#### DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPÔTS AU 31 / 12 / 2014

(en milliers MAD)

I. DETERMINATION DU RESULTAT		MONTANT
Résultat courant d'après le compte de produits et charges		<b>731 360</b>
Réintégrations fiscales sur opérations courantes	(+)	56 423
Déductions fiscales sur opérations courantes	(-)	102 405
Résultat courant théoriquement imposable	(=)	685 378
Impôt théorique sur résultat courant	(-)	253 590
Résultat courant après impôts	(=)	477 770
<b>II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES</b>		
Néant		

#### REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL AU 31/12/2014

Capital Social:		Nombre d'actions ou de parts sociales :	Valeur nominale de l'action ou de la part sociale: 100,00 DH		
		26 608 085			
Nom et prénom ou dénomination sociale	Adresse personnelle ou du siège social	Activité	Nbre d'actions ou de parts sociales détenues	Pourcentage du capital détenu	Pourcentage des droits de vote détenu
<b>A - ACTIONNAIRES MAROCAINS</b>					
<b>MCM</b>	Place My Hassan B.P 408 Rabat	HOLDING	17 530 419	65,88%	65,88%
<b>SANAD (Holmarcom)</b>	181 Bd d'anfa., Casablanca, 20000	ASSURANCES	1 401 177	5,27%	5,27%
<b>ATLANTA (Holmarcom)</b>	181 Bd d'anfa., Casablanca, 20000	ASSURANCES	1 540 191	5,79%	5,79%
<b>HOLMARCOM (en direct)</b>	20, Rue Mustapha El maani, Casablanca	HOLDING	33 373	0,13%	0,13%
<b>Sous total groupe Holmarcom</b>			<b>2 974 741</b>	<b>11,18%</b>	<b>11,18%</b>
<b>RMA WATANYA</b>	83, av de l' Armée Royale, Casablanca	ASSURANCES	786 314	2,96%	2,96%
<b>RCAR</b>	Ryad Business Center Avenue Annakhil Hay Riad - B.P 2038 - Rabat	CAISSE DE RETRAITE	1 013 665	3,81%	3,81%
<b>SCR</b>	Tour ATLAS, Place Zellaqa, Casablanca	REASSURANCE	17740	0,07%	0,07%
<b>CDG</b>	Place My Hassan B.P 408 Rabat	ETABLISSEMENT PUBLIC	255 464	0,96%	0,96%
<b>DIVERS/ Flottant en bourse</b>	-	-	4 029 742	15,14%	15,14%
<b>TOTAL</b>	-	-	<b>26 608 085</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

#### MARGE D'INTERET

(en milliers MAD)

Libellé	31/12/14	31/12/13
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 741 466	1 817 428
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	32 024	15 233
Intérêts et produits assimilés sur titres de créances	143 448	130 897
<b>Total intérêts et produits assimilés</b>	<b>1 916 938</b>	<b>1 963 558</b>
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	306 358	316 698
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	63 149	86 184
Intérêts et charges assimilés sur titres de créances	421 507	376 585
<b>Total intérêts et charges assimilés</b>	<b>791 015</b>	<b>779 467</b>
<b>Marge d'intérêts</b>	<b>1 125 923</b>	<b>1 184 091</b>

#### ETAT D'AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

(en milliers MAD)

ORIGINE	MONTANT	AFFECTATION	MONTANT
<b>A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER</b>		<b>B. Affectation des resultats</b>	
. Report à nouveau	<b>283 309</b>	. Réserve légale	<b>22 939</b>
. Résultats nets en instance d'affectation		. Autres réserves (FACULTATIVE)	
. Résultats net de l'exercice	<b>458 789</b>	. Tantième	
. Prélèvements sur les réserves		. Dividendes	<b>399 121</b>
. Autres Prélèvements		. Autres affectations	
		. Report à nouveau	<b>320 037</b>
<b>TOTAL A</b>	<b>742 098</b>	<b>TOTAL B</b>	<b>742 098</b>

#### RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES AU 31-12-2014

(en milliers MAD)

ORIGINE	2014	2013	2012
<b>CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES</b>	<b>4 354 601</b>	<b>4 283 584</b>	<b>4 197 309</b>
<b>OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE</b>			
1- Produit net bancaire	1 461 575	1 438 202	1 367 034
2- Résultat avant impôts	719 245	725 150	660 470
3- Impôts sur les résultats	249 107	266 361	213 583
4- Bénéfices distribués	399 121	372 513	292 689
5- Résultats non distribués [ mis en réserve ou en instance d'affectation]	320 037	283 309	231 279
<b>RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)</b>			
Résultat net par action ou part sociale	17,7	17,2	16,8
Bénéfice distribué par action ou part sociale	15	14	11
<b>PERSONNEL</b>			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	430 039	412 260	399 887
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice			

### COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2014

#### DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS EX 2014

I. DATATION	
. Date de clôture (1)	31 decembre 2014
. Date d'établissement des états de synthèse (2)	Février 2015
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.	
II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE	
Dates	Indications des événements
	. Favorables
	Neant
	. Défavorables
	Neant

#### ETAT DES CREANCES EN SOUFFRANCES ET DES PROVISIONS

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	31/12/2014		31/12/13	
	Créance en souffrance	Provisions	Créance en souffrance	Provisions
Créances pré-douteuses	315 714	27 027	253 111	78 088
Créances douteuses	209 649	53 409	173 360	90 542
Créances compromises	1 533 225	1 106 020	1 612 160	1 005 843
TOTAL	2 058 587	1 186 456	2 038 631	1 174 473

#### EFFECTIFS ( En Nombre )

	31/12/14	31/12/13
Effectifs rémunérés		
Effectifs utilisés		
Effectifs équivalent plein temps	1657	1569
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	539	555
Effectifs affectés à des tâches bancaires ( équivalent plein temps)	1118	1014
Cadres ( équivalent plein temps)	1207	1149
Employés ( équivalent plein temps)	450	420

#### ÉVOLUTION DES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE

(en milliers MAD)

2EME SEMESTRE 2014	1er SEMESTRE 2014	2EME SEMESTRE 2013
1 149 292	1 144 523	1 143 782

## Deloitte.

Deloitte Audit  
Boulevard Zerkouni ,288  
Casablanca  
Maroc



Mazars Audit et Conseil  
Boulevard Abdelmoumen ,101  
Casablanca  
Maroc

#### CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER (CIH)

#### ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES PERIODE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2014

En application des dispositions du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH) comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1er janvier au 31 décembre 2014. Cette situation provisoire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant 4.354.601 KMAD dont un bénéfice net de 470.138 KMAD, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation provisoire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH) arrêtés au 31 décembre 2014, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 12 mars 2015

#### Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit  
Boulevard Zerkouni  
288, BORDJ BOULEVARD  
CASABLANCA  
Tél : 0522 423 423 (L.G.)  
Fax : 0522 423 400  
Fawzi BRITEL  
Associé Gérant

Mazars Audit et Conseil  
AZARS AUDIT ET CONSEIL  
101, Bd. Abdelmoumen  
30 360 CASABLANCA  
Tél : 0522 423 423 (L.G.)  
Fax : 0522 423 400  
Kamal MOKDAD  
Associé Gérant